

AFFAIRE DES ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES ISRAËLO-MAROCAINES

Intox et parano royales



C'est en pleine crise diplomatique entre Alger et Rabat, suite à la provocation de trop perpétrée par le Maroc à l'ONU visant l'intégrité territoriale de l'Algérie, que des révélations viennent compliquer la situation: les services marocains ont utilisé le logiciel israélien (Pegasus) pour espionner les hauts responsables algériens à travers leurs téléphones ainsi que des journalistes et personnalités politiques nationales. Une vaste opération d'espionnage qui aurait aussi visé la France, pourtant « amie » du Maroc. Une affaire louche à décrypter... Page 3

L'ÉDITO

► Par Nordine Mzala

Selon des experts assez patriotes pour s'inquiéter de l'évolution de nos services secrets, la situation du renseignement algérien, aujourd'hui, ne souffre pas seulement de la trahison de certains ressortissants en mal de live sur le Net ni de collaborateurs-honoraires de services étrangers qui recrutés à travers la Toile ou par le biais des chancelleries. En réalité, ce n'est pas la subversion qui se perfectionne mais notre système immunitaire qui s'est affaibli à force de perdre son sang, sa substantifique moelle après avoir subi des purges au sein des officiers les mieux formés et les plus compétents du DRS, le Département du renseignement et de la sécurité. Tout le monde le sait, le système Bouteflika a neutralisé beaucoup de cadres du renseignement, des éminences grises en avance sur beaucoup de dossiers sensibles, régionaux ou

POUR RESSOURCER LE DRS

internes, mais écartés parce que menaçant le maintien au pouvoir de l'ex-président et de son frère. Ces officiers, dont des colonels, ont résisté, sous la vigilance de Mohamed Mediène, dit Toufik, à la corruption organisée pour défendre les intérêts du pays comme ce fut le cas lorsque l'affaire Sonatrach 1 fut d'abord découverte par la brigade économique du DRS avant d'être révélée à l'opinion publique. On comprend, donc, pourquoi les gars de Ben Aknoun et de bien d'autres bureaux de surveillance ont dérangé les affaires des tenants du pouvoir qui n'ont pas hésité à démanteler les services pour les mettre sous la coupe de la Présidence de l'époque en feignant de placer les Renseignements sous le contrôle du MDN, le ministère de la Défense nationale. Pourtant, la maison DRS n'a jamais manqué ni de loyauté envers sa tutelle des Tagarins ni d'efficacité dans son travail au profit de la sécurité nationale. Par la suite, c'est visiblement le général Wacini Bouazza qui a achevé le

démantèlement pour son entreprise de félonie, dossier entre les mains des juges du tribunal militaire de Blida. A présent, tandis que des parties étrangères, dont le voisin marocain, tentent chaque jour de déstabiliser le pays, il serait temps de rappeler toutes les compétences marginalisées capables de reprendre de l'avance sur les officines hostiles à notre pays. Pratiquée depuis l'apparition du Sida, l'autotransfusion a été l'une des précautions prises par la chirurgie contemporaine pour protéger les malades du HIV et autres complications. Il s'agit de prélever du sang chez le patient pour le lui transfuser de nouveau en temps voulu. En ces temps de crise sanitaire et de pressions sur nos moukhabarates, la métaphore semble expressive : il faudrait réinjecter dans les services nos agents issus d'une école que beaucoup de pays nous envient. Celle du renseignement qui a défailté le terrorisme et mis en échec toutes les tentatives contre l'intégrité de l'Algérie.

DES HÔTELS POUR SUPPLÉER AUX HÔPITAUX ET IMPORTATION DE NOUVEAUX CONCENTRATEURS Covid-19 : état d'alerte !

La dégradation de la situation sanitaire avec un départ à la hausse des cas de contamination au coronavirus (plus de 1 200 durant les dernières 24h), ont engendré une saturation des hôpitaux publics. Une urgence qui a poussé les autorités à chercher du soutien à un système de santé largement dépassé par la pandémie et incapable de prendre en charge les cas d'infection.

Des hôtels seront, ainsi, réquisitionnés dans chaque wilaya touchée par la Covid-19, a révélé, hier, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Pr Abderrahmane Benbouzid, lors d'une réunion tenue par visioconférence avec les DSP. En pratique, il s'agit «d'un grand hôtel par wilaya où il y a une forte propagation du virus et où les capacités des établissements de santé publique s'avèrent limitées ». Ces hôtels devront, donc, accueillir les malades Covid, après les avoir, bien évidemment, équipés en moyens nécessaires pour leur prise en charge, en particulier l'oxygène dont en besoin les patients.

Depuis quelques jours, c'est la panique générale dans plusieurs hôpitaux du pays, à l'exemple de ceux d'Alger et le CHU de Tizi-Ouzou, où des ruptures d'oxygène ont été enregistrées. Des proches de malades ont été obligés de louer des bouteilles d'oxygène auprès d'entreprises privées intervenant dans le domaine, dans des scènes qui balayent d'un revers le discours officiel qui vante notre système de santé au niveau du continent africain. Une cellule nationale chargée du suivi de la production et de la distribution d'oxygène, «a été mise en place», a indiqué le Pr Benbouzid, précisant qu'il s'agissait d'une «instriction» du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette nouvelle cellule « fonctionnera selon une base de données lui permettant de



contrôler tout ce qui a trait à la production, à la distribution et à la consommation d'oxygène », pour remédier aux ruptures à temps. « Avant, on avait des quantités suffisantes en oxygène, mais avant la montée du nombre des contaminations, les capacités ne suffisent plus », a reconnu le ministre de la Santé, révélant à l'occasion «l'acquisition

par l'Algérie de concentrateurs d'oxygène, de la Chine ». Ces concentrateurs que l'on installe dans les hôpitaux pour récupérer, de façon ininterrompue, l'air de l'extérieur et le redistribuer comme oxygène pure dans les canalisations installées dans les chambres de malades et dans les blocs opératoires, devront arriver « vendredi ou

samedi », a fait savoir le Pr Benbouzid.

L'état d'alerte générale (pas officiellement) dans lequel est entré le pays mobilise tous les acteurs pouvant venir en aide au secteur de la santé. C'est le cas de l'Armée nationale populaire, qui a décidé de mettre à disposition du département de la Santé, un hôtel sis à Ben Aknoun. Cet établissement militaire «d'une capacité de 120 lits et équipé d'obus d'oxygène, sera réservé aux malades dont les besoins en cette matière ne dépassent pas les 10 litres (En terme de pression)», a-t-on précisé. Pour le Pr Abderrahmane Benbouzid, la situation épidémiologique dans le pays est «inquiétante». Raison pour laquelle, il a encore une fois, insisté sur «la vigilance et le respect des mesures de prévention», réaffirmant que « la vaccination est la seule issue » à cette crise. Sur ce, le ministre dit s'attendre à une vaccination importante de la population au courant de ce week-end, notamment avec l'arrivée d'une nouvelle quantité (2,4 millions) de vaccins chinois. Dans ses orientations aux DSP, le ministre de la Santé a appelé à « doubler d'efforts pour protéger nos concitoyens », alertant sur le fait que le virus reste « ingérable » et qu'il est impossible de prévoir la situation à l'avenir. « On doit continuer à se préparer chaque jour pour le lendemain et le jour qui suit. Aujourd'hui, on est à 7 000 lits occupés, et le chiffre est appelé à augmenter », a-t-il déclaré.

Aïssa M.

COVID-19

Le confinement à domicile réaménagé

Le gouvernement a décidé de réaménager les horaires de confinement partiel à domicile pour passer de 23h à 4h le lendemain dans 24 wilayas pour une durée de 10 jours, à compter de mardi dernier, dans le cadre des mesures complémentaires à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), a indiqué lundi un communiqué des Services du Premier ministre. «En matière de confinement partiel à domicile de vingt trois (23 heures) jusqu'au lendemain à quatre heures du matin, la mesure est applicable dans les vingt-quatre (24) wilayas suivantes : Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Bejaia, Béchar, Blida, Bouira, Tébessa, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Sidi Bel Abbès, Constantine, Mostaganem, M'Sila, Ouargla, Oran, Boumerdès, Tindouf, Tissemsilt, Tipasa et Aïn Témouchent », précise le communiqué qui signale que «les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination ». Les mesures étaient applicables dès mardi dernier. Les services de sécurité ont été instruits à l'effet de veiller « scrupuleusement » à l'application des mesures édictées pour préserver la santé des citoyens et éviter la propagation de la contamination, note le communiqué des services du Premier ministre.

BIENS MAL ACQUIS...

La France adopte un mécanisme de restitution

Le Parlement français a adopté mardi, par un vote à main levée du Sénat, la réforme de l'aide au développement qui crée un dispositif de restitution aux populations des avoirs saisis dans les affaires dites de « biens mal acquis » par des dirigeants étrangers.

Ce dispositif, réclamé par les ONG depuis près de 15 ans, «constitue un moyen très concret pour lutter contre les ravages de la corruption et de la prévarication», a souligné le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Ce projet de loi concrétise également l'engagement du président Emmanuel Macron de porter l'aide publique au développement (APD) à 0,55 % du revenu national brut (RNB) à la fin du quinquennat, en 2022. «C'est un texte essentiel pour l'avenir de notre diplomatie», a souligné le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, vantant «une loi à la fois stratégique et humaniste ». Le texte prévoit que soient « restituées, au plus près de la population de l'État étranger concerné », les « recettes provenant de biens confisqués aux personnes définitivement condamnées pour blanchiment, recel », au lieu d'être absorbées

dans le budget de l'État français. En pratique, une ligne budgétaire spécifique, abondée par la revente des biens, est attendue dans le budget français sous la responsabilité du ministère des Affaires étrangères. Elle doit financer des « actions de coopération et de développement », au « cas par cas » dans les pays concernés, en matière de santé, éducation, égalité femmes-hommes ». « Ça ne sera pas comptabilisé en aide publique au développement, car c'est de l'argent qui n'est pas le nôtre. Et les mécanismes budgétaires habituels ne s'appliqueront pas : il n'y aura pas de taux de réserve » (marge conservée par l'État), et « il y aura un report automatique des crédits d'une année sur l'autre s'ils ne sont pas consommés », expliquait à l'AFP une source diplomatique.

Les restitutions devront articuler respect de la «souveraineté» des États concernés et inclusion de la société civile pour éviter que l'argent ne reparte dans des circuits de corruption. La France a longtemps fait figure de destination privilégiée pour constituer ces patrimoines.

L'organisation Transparency International France salue une « avancée

considérable, après 14 ans de procédures et de plaidoyer de la part des ONG ».

Plus globalement, le projet de loi redéfinit la « doctrine française » de l'aide publique au développement. Il fixe 19 pays prioritaires, Haïti et 18 pays d'Afrique subsaharienne, et prône une politique de dons plutôt que de prêts.

Certains parlementaires regrettent que le mécanisme reste sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. « Il ne faut pas que les restitutions se mélangent avec d'autres enjeux diplomatiques », a alerté la députée ex-LREM Émilie Cariou. Enfin, pour restituer d'autres avoirs « mal acquis », il « faudra d'abord les identifier », insiste l'avocat Nicola Bonucci, ancien expert de l'OCDE. « Cela n'aura de sens que si la France se dote d'une politique volontariste » de détection des flux financiers illicites. À ce titre, le projet de loi de « confiance dans la justice » en cours d'examen et sa limitation à trois ans des enquêtes préliminaires inquiètent les ONG, alors que les enquêtes financières sont souvent d'une grande complexité.

Synthèse R. N.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com
Fax : 021 65 77 85

REDACTEUR EN CHEF
SAID MEKLA

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger

Tirage :
4000 exemplaires

Publicité :
ANEP 01, rue pasteur, Alger

Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43

Fax : 021 73 95 59

AFFAIRE DES ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES ISRAËLO-MAROCAINES

Intox et parano royales

C'est en pleine crise diplomatique entre Alger et Rabat, suite à la provocation de trop perpétrée par le Maroc à l'ONU visant l'intégrité territoriale de l'Algérie, que des révélations viennent compliquer la situation: les services marocains ont utilisé le logiciel israélien (Pegasus) pour espionner les hauts responsables algériens à travers leurs téléphones ainsi que des journalistes et personnalités politiques nationales. Une vaste opération d'espionnage qui aurait aussi visé la France, pourtant «amie» du Maroc. Une affaire louche à décrypter...

L'information tourne en boucle. Plusieurs Etats ont exploité un logiciel espion qui permet de prendre le contrôle, à distance, des informations et des fonctions de téléphones privés. Produit par la NSO, une société israélienne qui travaille sous la supervision des services de sécurité sionistes, le logiciel Pegasus a été mis à la disposition des régimes réputés autoritaires ou carrément mafieux. Parmi ces pays, notre voisin marocain s'est visiblement inscrit pour procéder à un espionnage digne d'un mauvais polar et tenter d'intercepter des conversations algériennes officielles. Alors qu'Alger n'a rien à cacher en ce qui concerne notamment les dossiers bilatéraux ou la cause sahraouie. Par ailleurs, il paraît étonnant que le Mossad, service secret israélien, ait besoin d'agents marocains pour espionner l'Algérie ou la France. Il y a, donc, forcément une part d'intox dans cette affaire. Même si des faits matériels sont avérés, les motivations et les résultats de cet espionnage électronique sont bien loin de ce que les médias ont rapporté ces deux derniers jours.

COMÉDIE À LA FRANÇAISE

D'abord, sur le plan purement technique, les téléphones des officiels sont protégés de telle façon que ce type de logiciel espion ne puisse intercepter les communications ou les données des téléphones sensibles. Par exemple, dans le cas précis du président français, Emmanuel Macron, il a été précisé que c'est son téléphone personnel, entendre un appareil commun, dont le «numéro aurait fuité durant la campagne électorale en 2017» qui aurait été sujet «possiblement» d'une infection par Pegasus. Or, il paraît exclu que le président français se permette des confidences d'Etat sur un téléphone personnel quand on connaît la rigueur et l'expérience des services de renseignements français trop enclins à espionner pour ne pas envisager de subir pareille entreprise. Par ailleurs, tous les commentateurs se sont étonnés qu'un «pays ami» comme le Maroc, épie la France, certains expliquant cela par l'objectif du Makhzen d'obtenir, par ricochet, des informations sur l'Algérie...

AU PAYS DU MALG

Incroyable sous-entendu, offense à la souveraineté d'un peuple révolutionnaire, que de supposer que Paris détiendrait



des secrets d'Etat concernant l'Algérie et que le Maroc devrait voler pour en prendre connaissance. Insulte à l'intelligence des services du contre-espionnage algériens qui ne resteront certainement pas passifs dans cette affaire où l'on veut faire croire à un exploit des services marocains «prétendument capables d'écouter les Algériens ou les Français...». Il y a une dimension sensationnelle forcément suspecte dans ce récit où la «fausse crédulité de la France» rajoute au doute. En réalité, de la situation au Sahara Occidental à la surveillance des achats en armement de l'Armée nationale populaire jusqu'aux moindres mouvements sociaux au Sud du pays ou à Alger, les Dgse (Direction générale de la sécurité extérieure) marocaine et française s'échangent leurs informations sans nul besoin de s'espionner mutuellement. Les services algériens, héritiers du Malg, qui a su écouter l'état-major de l'armée coloniale française durant la Révolution à partir de la Base Didouche en Libye,

n'ignorent rien de la connivence entre les officines de Rabat et de Paris.

SOUS-TRAITANCE COLONIALISTE

Derrière ce semblant de guerre psychologique, l'affaire des écoutes marocaines révèle un état d'esprit paranoïaque qui affecte la monarchie chérifienne s'entêtant à voir chez un pays frère, l'Algérie, un ennemi potentiel à cause de son soutien au Polisario dans cette question de décolonisation reconnue par les résolutions onusiennes. Or, des voix réprimées au Maroc reconnaissent que le plan d'autonomie défendu par la France ne l'est pas au profit du peuple marocain ou sahraoui mais dans l'intérêt de l'hégémonie des ex-métropoles coloniales qui convoitent toujours les richesses de l'Afrique. Il est évident que le Makhzen veut profiter de la position pro-palestinienne de la diplomatie algérienne, au nom du même sacro saint principe anticolonialiste, pour s'allier à l'Etat sioniste contre l'Algérie. Rabat doit, cependant, se rappeler qu'Alger, qui incarne le Front du Refus, a

adhéré à la solution arabe en faveur de la coexistence pacifique des deux Etats selon l'initiative du Sommet de Beyrouth en 2002 et confirmée en 2007 à Ryad. L'Agence officielle algérienne de presse, l'APS, a d'ailleurs désigné ces derniers jours l'entité sioniste par «Israël», clin d'œil au pragmatisme de la diplomatie algérienne qui n'entend toutefois pas participer à une normalisation sans contrepartie du droit international, au bénéfice du peuple palestinien meurtri. Les stratèges conseillers du Roi doivent, donc, revoir leur copie qui espèrent isoler l'Algérie au sein même de la Ligue arabe. Cette affaire d'espionnage marocain ressemble, à s'y méprendre, davantage à une manœuvre politique qu'à une réelle prouesse en matière de renseignements stratégiques. Pour preuve, Rabat s'enlise dans un conflit sans lendemain au Sahara Occidental quand le Maroc pourrait faire fi de ses visées expansionnistes et vivre en bon voisin avec les Etats de la région dont l'Algérie.

Nordine Mzala

L'UNEA À PROPOS DES DÉCLARATIONS MAROCAINES À L'ONU

«Des manœuvres visant à déstabiliser l'Algérie»

L'Union nationale des étudiants algériens (Unea) a dénoncé vigoureusement les récentes déclarations du représentant du Maroc auprès de l'Onu dans lesquelles il avait annoncé son prétendu soutien «à l'autodétermination de la région de Kabylie», estimant «qu'il s'agit là de manœuvres orchestrées contre le peuple algérien dans le but d'ébranler sa stabilité et son unité». Dans un communiqué publié en réaction au grave dérapage diplomatique du

Maroc, l'Unea a souligné que «ces déclarations qui traduisent l'engagement du Maroc dans une campagne hostile à l'Algérie et à son peuple, sont contraires aux conventions et aux us internationaux».

«Les récents agissements du Maroc contre l'Algérie dénotent d'une haine certaine que nourrit ce mauvais voisin envers notre pays», martèle l'Unea, ajoutant que «le Makhzen n'est qu'une marionnette entre les mains des sionistes qui

l'exploitent pour déstabiliser notre pays». Les agissements du régime du Makhzen contre l'Algérie ne sont pas étranges pour ceux qui sont au fait des positions du Maroc de par le passé : pré-indépendance, post-indépendance et même lors de la décennie noire. L'Algérie demeurera «indivisible, forte et fière de la cohésion de toutes les composantes de son peuple ainsi que de ses institutions constitutionnelles», conclut l'Unea.

AÏD EL ADHA

Les vœux de Tebboune

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé au peuple algérien un message de vœux et de félicitations à l'occasion de la célébration de l'Aïd El-Adha.

Adressant également les vœux à tous les éléments de la Gendarmerie nationale, de la Police et de la Protection civile, le Président de la République a écrit, mardi, dans son compte twitter : «Que votre Aïd soit béni et joyeux. Vous êtes la force de notre pays, puisse Dieu le préserver de tout malheur». «A tous les vaillants éléments de l'ANP, plus particulièrement, ceux qui sont déployés le long de nos frontières, je vous souhaite une heureuse fête de l'Aïd. Je prie Dieu le Tout Puissant de guider nos pas au mieux des intérêts de notre chère patrie», ajoute le Président de la République. Par ailleurs, le Président de la République a souhaité une joyeuse fête de l'Aïd à tous les médecins et paramédicaux et à tous ceux qui sont en premières lignes face à l'épidémie de Covid-19. «Je tiens, à cette occasion, à saluer particulièrement les personnels de la Santé, tous corps confondus, ainsi qu'à l'ensemble des bénévoles qui se tiennent à leurs côtés. Nous n'oublierons jamais vos sacrifices pour l'Algérie».

ILS SONT DÉPOSÉS AU POINT ZÉRO ENTRE L'ALGÉRIE LE NIGER

3 700 migrants africains sont retournés chez eux

Entre janvier et avril, près de 4 370 migrants africains présents en Algérie ont été emmenés jusqu'au point zéro, à proximité de la région nigérienne d'Agadez, a indiqué, hier, Médecins sans frontières (MSF) dans un communiqué. «Pendant la crise sanitaire, les ONG présentes sur place ont vu toujours autant de camions traverser la frontière en direction du Niger, chargés de migrants expulsés. Des hommes, des femmes, mais aussi des mineurs, de toute origine» confirme Lauren Seibert, chercheuse spécialiste des migrants et des réfugiés au sein de Human Rights Watch (HRW). Selon un recensement effectué par MSF, en 2020, plus de 23 175 migrants sont arrivés à Assamaka, qui compte un millier d'habitants permanents.

MISE À JOUR DU CALENDRIER DU MOIS DE JUILLET

Les nouveaux vols de Asl Airlines entre l'Algérie et le France dévoilés



Plusieurs compagnies aériennes étrangères profitent du trafic grandissant des voyageurs entre l'Algérie et six différents pays à travers le monde. Mais l'afflux le plus important de voyageurs provient sans doute de la France. ASL Airlines, qui figure parmi les compagnies qui se partagent le marché des vols entre les deux rives de la Méditerranée, a annoncé une nouvelle mise à jour de son programme concernant les vols de mois de juillet entre l'Algérie et la France mais elle a aussi annoncé de nouveaux vols de rapatriement depuis l'Algérie vers la France pendant le mois d'août. L'agence Soleil voyages, unique représentante en Algérie de la compagnie aérienne ASL Airlines, a publié, hier, sur sa page Facebook, la nouvelle mise à jour du programme des vols qui vont relier l'Algérie et la France pendant ce mois de juillet. La compagnie française assure quatre liaisons entre les deux pays. Une première ligne va relier les deux capitales, les 22, 23, 27, 29, 30 et le 31 juillet. La deuxième ligne est celle qui relie Alger et Lyon via 5 vols aller-retour, les 24, 27, 29, 30, et le 31 juillet. Pour les deux lignes restantes, ASL Airlines a prévu un seul vol chacun, pour les jours qui restent du mois de juillet. L'unique vol qui va relier Béjaïa et Paris aura lieu le 24 juillet, tout comme celui qui va relier Annaba à la capitale française. Enfin, pour le mois d'août, ASL Airlines a annoncé le programme de ses vols de rapatriement (vols aller simple à destination de la France). Toujours selon l'agence Soleil voyage, 4 lignes seront assurées par la compagnie pendant ce mois d'août. Les vols de la ligne Alger-Paris vont s'effectuer les 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20, 21, 26, 27, et le 28 août. Ceux de la ligne Alger-Lyon quant à eux sont programmés pour les 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20, 21, 26, 27, et le 28 août. Enfin, les vols de rapatriement reliant Béjaïa et Annaba à Paris sont programmés pour les 14 et 28 août.

ARRESTATION DE JOURNALISTES, MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME ET AVOCATS

Le CNDH enquête

Le Conseil national des droits de l'Homme (Cndh) a affirmé hier dans un communiqué «suivre avec un grand intérêt la situation des droits de l'Homme en Algérie, notamment pour certaines catégories à l'image des journalistes, des avocats, des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'Homme», ajoutant «avoir diligenté des enquêtes sur les affaires qui lui sont parvenues».



Dans le cadre de ses prérogatives légales, poursuit le communiqué, «le Cndh a émis des avis et formulé des recommandations et des propositions aux autorités concernées». De même qu'il s'est félicité des mesures de grâce présidentielle en faveur de nombre de détenus, notamment les candidats impliqués dans des actes de fraude lors des épreuves du baccalauréat et autres condamnés dans des affaires d'attroupement et de troubles à l'ordre public. Ces mesures intervenant dans le cadre de la célébration du double anniversaire de l'Indépen-

dance et de la Jeunesse et de la fête de Aïd el Adha «reflètent la volonté de l'Etat algérien, au plus haut niveau, de traiter avec clémence et indulgence même les personnes impliquées dans des crimes bien établis, ce qui confirme l'inexistence de toute notion de vengeance dans le lexique de l'Etat» relève le Cndh. Pour le Conseil, les mesures de grâce présidentielle «sont de nature à servir directement les droits de l'Homme en Algérie, en termes de surcharge carcérale et de réponse aux recommandations des mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'Homme quant à l'impérative

protection des détenus contre le risque de contamination au nouveau Covid-19». Par ailleurs, ces décisions «montrent tout l'intérêt qu'accorde l'Etat au droit à l'enseignement et à la formation à travers la récompense des détenus admis aux examens nationaux», poursuit la même source.

De même qu'elles «prouvent, sans équivoque que l'Etat veille à adopter, à l'égard des personnes qui ont violé la loi et commis des crimes, une politique de non-exclusion en œuvrant à leur réinsertion sociale et en les aidant à retrouver le droit chemin», souligne le Cndh.

PERMANENCE DE L'AÏD EL ADHA

«99,99% ont respecté le programme»

Le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a affirmé, mardi, que le taux du respect du programme de permanence du premier jour de l'Aïd El Adha, par les commerçants et les opérateurs économiques a atteint les 99,99%, soit la totalité des commerçants.

Dans un communiqué rendu public, le ministère a souligné, dans ce cadre, qu'un nombre important des commerçants non concernés par ce programme ont ouvert leurs locaux, afin de faciliter aux citoyens l'acquisition de leurs marchandises à travers le territoire national.

60 MILLE COMMERÇANTS ONT OUVERT LEURS LOCAUX

De son côté, l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca) a indiqué, que plus de 60 mille commerçants au niveau national ont ouvert leurs locaux durant le premier jour de l'Aïd El Adha. «

Plus de 10 mille commerçants et artisans ont, volontairement, ouvert leurs locaux, en plus de 50 mille inscrits par les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations sur les listes de la permanence, soit un total de 60 mille commerçants permanents», explique le président de l'Association, Hadji Taher Boulouar. Il s'agit, selon lui, des boulangeries, de l'alimentation générale, des légumes et fruits, des boucheries, des cafétérias, des laiteries, des eaux minérales, des moulins et des services des transports. L'Anca qui a exprimé sa satisfaction du succès du programme de permanence préparé par le département de Kamel Rezig, à travers toutes les wilayas, ainsi que la contribution à la concrétisation du concept du service public, a appelé tous les commerçants à reprendre leurs activités et à ouvrir leurs locaux à partir d'aujourd'hui (jeudi), tout en soulignant la nécessité de continuer à

respecter les mesures barrières contre la Covid-19, afin de protéger des vies, notamment avec le nombre élevé de contaminations. Rappelons que le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a appelé, à la veille de l'Aïd El Adha, les 50 093 commerçants réquisitionnés pour assurer la permanence les deux jours de l'Aïd, à respecter les horaires de la permanence durant les deux jours de l'Aïd, conformément aux dispositions de la loi 18-08 du 10 juin 2018 complétant et modifiant la loi 04-08 du 27 août 2004 fixant les conditions de l'exercice des activités commerciales, précise la même source. Le ministère a également mis en avant la reprise obligatoire des activités commerciales et des services durant la journée du jeudi 22 juillet 2021, précisant que toute contravention expose son auteur aux peines stipulées par la loi.

Assia M.

ALGÉRIE-CHINE

Convergence de vues autour de plusieurs questions internationales

Le conseiller d'Etat et ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi a mis en avant, lundi à Alger la convergence de vues entre Pékin et Alger sur plusieurs questions internationales, réitérant le soutien de la Chine à l'Algérie et aux pays en voie de développement, et qu'elle est à leurs côtés dans le contexte mondial actuel marqué par les grands changements sans précédent depuis 100 ans.

Le ministre chinois a mis en avant, au terme de l'audience que lui a accordée le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, la convergence de vues de son pays avec l'Algérie concernant les questions politiques et les crises internationales, faisant état d'une convergence totale sur la majorité des questions, et un rapprochement sur d'autres. Les deux ministres ont évoqué la crise au Moyen-Orient, en particulier la cause palestinienne, soulignant le soutien à un Etat palestinien indépendant avec El-Qods pour capitale. Ils ont également relevé la pertinence de l'initiative de paix arabe, et le soutien de la Chine à la solution des deux Etats pour une vie entre les deux parties dans la sécurité et la stabilité. M. Lamamra a aussi évoqué avec son homologue chinois la crise en Libye, le conflit au Sahara occidental, ainsi que d'autres questions d'intérêt commun, relevant le soutien de la Chine au développement en Afrique. Abordant le volet de l'amitié entre la Chine et l'Algérie, M. Wang Yi a affirmé que celle-ci «résistera aux mutations survenant sur la scène internationale». Il a également mis en avant le soutien permanent apporté par l'Algérie à la Chine, relevant que son pays appuiera les efforts de l'Algérie pour préserver son indépendance et son intégrité territoriale. Le chef de la diplomatie chinoise a insisté, par la même occasion, sur l'importance de consacrer une nouvelle équation en matière de coopération, d'accélérer les concertations, et de signer les programmes de coopération stratégique entre les deux pays, en sus du programme exécutif de coopération dans le cadre de l'Initiative «la Ceinture et la Route», et dans les domaines prioritaires pour un développement rapide en Algérie. Il a aussi relevé les efforts consentis par son pays et l'Algérie, en tant que pays représentant les pays en voie de développement, déclarant à ce propos : «Nous veillerons au renforcement de l'unité et de la solidarité pour préserver les droits et intérêts des pays en voie de développement, tout en œuvrant au raffermissement de la coordination et de la communication autour des questions régionales et internationales».

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT

M. Wang Yi a déclaré, dans le même



contexte, que «l'Algérie, les pays en voie de développements et les Etats amis, ont soutenu 50 années durant la Chine et résisté aux pressions en se mettant du côté de la justice et du droit, et la Chine ne va pas les décevoir aujourd'hui». C'est grâce au soutien apporté par ces pays à la Chine que «nous sommes arrivés à ce niveau, c'est pourquoi la Chine ne ménagera aucun effort pour soutenir les pays en voie de développement», a ajouté le responsable chinois. Il a assuré à cet égard que «la voix de la Chine aux Nations unies et au Conseil de sécurité sera toujours servira les intérêts de ces pays». La Chine, qui privilégie le dialogue à la confrontation, «ne cédera pas devant la force et ne reculera pas face aux difficultés. Elle défendra de toutes ses forces sa souveraineté et son indépendance, et appelle à la non-ingérence dans les affaires internes des pays», a souligné le MAE chinois. Le chef de la diplomatie chinoise a réitéré, à l'occasion, le rejet «catégorique» de la Chine du principe de domination et de la politique de la force, rappelant le soutien de principe de son pays aux droits légitimes des pays en voie de développement. S'agissant des

répercussions de la pandémie sur les échanges commerciaux entre les deux pays, le diplomate chinois a indiqué qu'il ne s'agit que de «difficultés passagères», se disant confiant quant aux perspectives de coopération commerciale entre la Chine et l'Algérie. «La Chine accorde un intérêt particulier au renforcement du commerce avec la partie algérienne, et veille à ouvrir à l'Algérie le marché chinois», a-t-il ajouté.

LE VACCIN ANTI-COVID EN QUANTITÉ SUFFISANTE

M. Wang Yi a salué, par ailleurs, la campagne de vaccination lancée par l'Algérie pour faire face au Covid-19, rappelant que les deux pays «se soutiennent mutuellement pour surpasser les difficultés», notamment à la faveur de la «coopération étroite» mise en place en matière de riposte à la pandémie. Il a exprimé la disposition de son pays à poursuivre les opérations d'acheminement des vaccins anti-Covid-19 en Algérie. «Nous ferons tout pour fournir les vaccins, en quantité suffisante, et ce tant que la partie algérienne en aura besoin et jusqu'à éradication définitive de la pandémie», a-t-

il assuré. Le chef de la diplomatie chinoise avait été reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, le directeur de cabinet à la présidence de la République, Noureddine Bardad-Daidj, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, et le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï. Cette visite permettra d'approfondir les concertations politiques entre les deux pays et d'évaluer le processus de mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Stratégique Global en vue d'impulser les relations de coopération bilatérale, notamment le partenariat économique en matière d'infrastructures de base et d'investissements directs dans tous les secteurs prioritaires, outre les efforts de lutte contre la pandémie du coronavirus, a précisé un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Synthèse R. N.

ACCORDS STRATÉGIQUES ALGÉRO-CHINOIS Mise en place d'un calendrier

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a fait état lundi d'un accord avec le conseiller d'Etat et ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi pour la mise en place d'un calendrier permettant la concrétisation des accords stratégiques, soulignant que les deux pays sont animés par une forte volonté de propulser le partenariat. S'exprimant au terme de ses entretiens avec le chef de la diplomatie chinoise, M. Lamamra a indiqué que les deux parties sont convenues «d'œuvrer de concert jusqu'à la fin de l'année pour la concrétisation des accords stratégiques pour les deux pays», relevant que les accords seront signés une fois prêts. «Je suis persuadé de la concrétisation effective de ces étapes importantes

qui devront hisser notre partenariat», a-t-il dit. «Les entretiens ont permis de passer en revue le partenariat stratégique liant les deux pays, le constat étant que l'Algérie et la Chine ont réussi à réaliser beaucoup de points», a ajouté M. Lamamra qui a relevé l'existence d'opportunités pour «avancer dans plusieurs domaines au niveau continental». Le chef de la diplomatie algérienne a également souligné l'attachement des deux pays à hisser le partenariat stratégique au niveau des relations politiques historiques, qui ont de tout temps été le catalyseur des relations sino-algériennes depuis la reconnaissance par la Chine en 1958 du Gouvernement provisoire de la République algérienne. M. Lamamra a rappelé, à l'occasion, l'audience accordée par le Président Tebbou-

ne au ministre chinois, une audience à laquelle ont pris part plusieurs ministres à la tête de secteurs concernés par le partenariat stratégique global avec la Chine. «Les entretiens se poursuivent avec les ministres de ces secteurs, ce qui permettra de propulser le partenariat», a-t-il dit. Par ailleurs, M. Lamamra a indiqué que les «Nations Unies sont devenues aujourd'hui un espace où sont fondés les espoirs des nations pour un avenir meilleur où règnent la justice, la paix et l'équité», formant le vœu de voir la Chine poursuivre son action au sein du Conseil de sécurité, en tant que représentant des pays en voie de développement et des mouvements de libération en Afrique. Le chef de la diplomatie algérienne a dit avoir évoqué par ailleurs avec son homologue Chinois la

crise au Moyen-Orient, en particulier la cause palestinienne, la pertinence de l'initiative de paix arabe, et le soutien de la Chine à la solution des deux Etats pour une vie entre les deux parties dans la sécurité et la stabilité. «Nous avons également abordé la crise en Libye, le conflit au Sahara occidental, ainsi que d'autres questions d'intérêt commun, relevant le soutien de la Chine au développement en Afrique». S'agissant de la célébration du 50e anniversaire du recouvrement de la Chine de son siège permanent au Conseil de sécurité, M. Lamamra s'est dit confiant que «la démocratisation des relations internationale exigeait que la Chine reprenne ce siège», rappelant le rôle de la Chine dans la préservation des équilibres internationaux.

GAZODUC NORD STREAM 2

Les Etats-Unis capitulent



Suite à leur rencontre à la Maison-Blanche, les chefs d'Etat américain et allemand ont aplani leurs désaccords dans le cadre du projet Nord Stream 2. Ce gazoduc d'une valeur de 11 milliards de dollars devrait acheminer du gaz de la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, ceci en contournant l'Ukraine, privant cette dernière de droits de transit. Bien qu'ils n'aient pas réussi à résoudre leurs différends, dans un contexte de tensions entre la Russie et les USA, le président américain a déclaré que la chancelière allemande et lui-même étaient unis dans leur conviction que «la Russie ne doit pas être autorisée à utiliser l'énergie comme une arme» contre ses voisins, suite à leur rencontre à la Maison-Blanche. «Les bons amis peuvent être en désaccord (...) au moment où je suis devenu président, [le gazoduc] était achevé à 90 %. Et imposer des sanctions ne semble pas avoir de sens. Il était plus logique de travailler avec la chancelière pour déterminer comment elle procéderait selon que la Russie tenterait ou non de faire chanter l'Ukraine d'une manière ou d'une autre», a ainsi déclaré le président Biden, dans leur conférence de presse conjointe à la Maison-Blanche, ajoutant également que les deux dirigeants avaient demandé à leurs équipes d'examiner les mesures pratiques qu'ils pourraient prendre ensemble si les actions de la Russie constituaient une menace. Ainsi, la longue opposition des USA à ce projet (à coup de sanctions notamment) n'aura pas suffi à empêcher l'avancée du projet. Ce gazoduc devrait à terme doubler la capacité de la Russie à livrer du combustible sous la mer Baltique à l'Allemagne, et augmenter également l'approvisionnement en GNL (Gaz naturel liquéfié) au sein de l'UE, à des coûts plus bas que les importations de gaz naturel liquéfié des Etats-Unis et d'autres pays, déjà fournisseurs ou qui se positionnent sur ce marché.

R. E.

A CAUSE DU REcul DU POUVOIR D'ACHAT Les ventes de moutons en baisse

La crise sanitaire qui sévit depuis presque deux ans a largement affecté le pouvoir d'achat des Algériens à tel point que les ventes de bêtes de sacrifice pour l'Aïd El Adha ont enregistré une baisse notable cette année, a indiqué un responsable à la Fédération nationale des éleveurs.

S'exprimant à cette occasion, le vice-président de la Fédération chargé du commerce et du financement, Belkacem Mezroua, a précisé que selon les premières estimations de la Fédération, les ventes de bêtes de sacrifice pour l'Aïd El Adha ont chuté presque de moitié par rapport à 2019 où 6 millions de têtes de moutons ont été vendus contre 3 millions cette année. Ce recul est dû, selon le responsable, aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'activité économique, ce qui a impacté le pouvoir d'achat des citoyens durant 2020 et 2021. Cette situation a poussé de nombreux citoyens à revoir à la baisse le budget consacré au mouton de sacrifice avant de se retrouver face à une flambée des prix, notamment dans les grandes villes. Le responsable a expliqué également que les vendeurs saisonniers ont favorisé la hausse des prix dans les grandes villes et les villes côtières considérées comme des régions non productrices de bovins. La hausse des prix a été constatée notamment à Alger, Annaba, Skikda, Béjaïa, Tipasa, Mostaganem et Oran. Dans les wilayas des Hauts plateaux, les prix étaient «plus ou moins abordables», oscillant entre 30 000 et 70 000 DA pour les têtes de plus de 65 kg. Le même responsable a tiré la sonnette d'alarme quant à l'impact de la sécheresse et des changements climatiques sur l'activité des éleveurs, déplorant par là même la réduction, d'année en année, du taux de couverture végétale, ce qui deviendra, selon lui, encore plus difficile dans les années à venir si la situation perdure. La pandémie du coronavirus a également été à l'origine de la flambée des prix des aliments de bétail sur le marché international d'environ 300%, a-t-il expliqué, saluant à cet effet l'effort du ministère de l'Agriculture dans la distribu-



tion de l'orge et du son à des prix raisonnables pour permettre aux éleveurs de poursuivre leur activité normalement. Pour garantir des conditions idoines au bon déroulement des transactions au niveau des marchés à bestiaux, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avait recensé 665 points de vente de moutons sur l'ensemble du territoire national, dont 130 points de vente au niveau d'Alger, remplissant les conditions de prévention contre la pandémie de Coronavirus, en plus de l'examen vétérinaire, avait rassuré le

département de l'agriculture. Ces points de vente étaient encadrés par 2 382 vétérinaires et techniciens relevant du secteur public, outre les vétérinaires privés qui participent à l'encadrement à titre individuel. A cet égard, le ministère avait appelé les citoyens à se rendre aux points de vente agréés pour acheter les moutons disposant de certificats vétérinaires, et qui ont été ouverts par décision de wilaya, et éviter l'acquisition des moutons dans les endroits où il n'y a pas de vétérinaires.

Hafid Mesbah

PAIEMENT DES IMPÔTS PAR INTERNET

La DGI signe une convention avec la BEA

La Direction générale des impôts (DGI) a signé une convention avec la Banque extérieure d'Algérie (BEA) portant adhésion de l'administration fiscale au système d'acceptation de paiement en ligne par carte interbancaire (CIB), a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué publié sur son site web. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère, en présence de son Secrétaire général. Cette convention s'inscrit dans le cadre du lance-

ment du nouveau portail numérique de la DGI «Moussahama'tic» qui vise à élargir l'assiette fiscale et à contribuer à l'amélioration des relations entre l'administration et les contribuables, en simplifiant et en dématérialisant les procédures au profit des opérateurs économiques. Le portail «Moussahama'tic» est dédié aux contribuables immatriculés relevant des infrastructures fiscales qui ne sont pas dotées du système d'information «Jibaya'tic». Il

permettra notamment de faciliter les démarches administratives et de simplifier l'accomplissement des obligations fiscales des contribuables en leur permettant de déclarer et de payer leurs impôts et taxes en ligne. Ainsi, les contribuables porteurs de carte CIB ou de la carte Edahabia ont la possibilité de payer leurs déclarations en accédant à leur espace privé sur le portail «Moussahama'tic», selon le communiqué mettant l'accent, dans ce cadre, sur la

contribution et le soutien de la BEA, la Satim et le GIE-Monétaire pour la mise en place de ce nouveau dispositif. Dans un premier lieu, les services du portail seront implantés au niveau de deux sites pilotes : les Directions de wilaya d'Oran Est et d'Oran Ouest. Le communiqué note également que les services du portail «Moussahama'tic» sont gratuits et permettent des échanges de données «sécurisés».

R. E.

LES STOCKS AMÉRICAINS ATTENDUS EN BAISSSE

Les prix du pétrole poursuivent leur reprise

Avant la publication par l'EIA de stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, attendus en baisse, dans un marché qui tente de retrouver son calme après la correction de lundi, les prix du pétrole étaient en hausse hier. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 70,34 dollars à Londres, en hausse de 1,43% par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril américain de WTI pour le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 1,35% à 68,11 dol-

lars. «Un sentiment de calme semble revenir sur le marché après la chute de lundi», constate Stephen Brennock, analyste de PVM. «Il est peu probable que le pétrole plonge davantage dans un avenir proche», estiment de leur côté les analystes de JBC, malgré la décision prise par l'Opep+ dimanche d'ouvrir les vannes d'or noir à compter du mois prochain. Car après deux semaines de blocage, les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés via l'accord Opep+ ont finalement convenu d'un

relèvement graduel de la production de 400 000 barils par jour chaque mois à partir d'août. Prenant en compte ces données mais aussi l'offre attendue hors du cartel et les projections de la demande, les analystes de JBC calculent toujours un déficit de brut «jusqu'à la fin de l'année, avec une moyenne proche d'un million de barils par jour entre août et décembre». Les investisseurs devront prendre, par ailleurs, connaissance hier de l'état des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis publiés par l'Agence américaine d'information sur

l'Energie (EIA). Mardi, la Fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux données cependant jugées moins fiables, a rendu compte d'une hausse de 806 000 barils, un chiffre «plutôt surprenant» pour les analystes de ING. Le marché table à l'inverse sur une baisse de 4,5 millions de barils des stocks de l'EIA pour la semaine passée, selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg.

R. E.

HAUT CONSEIL DE LA JEUNESSE

Une commission interministérielle pour l'élaboration du cadre juridique

La commission interministérielle chargée de l'élaboration du cadre juridique relatif au Haut Conseil de la Jeunesse a été installée jeudi à Alger, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Jeunesse et des Sports. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebtag et le conseiller du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane ont présidé la cérémonie d'installation de la commission interministérielle chargée de la finalisation des textes juridiques relatifs au Haut Conseil de la Jeunesse, a précisé le communiqué, ajoutant que cette commission est composée des secteurs ayant une relation directe avec cet organe.

Dans son allocution, M. Sebtag a relevé l'importance de cet organe consultatif, placé auprès du président de la République, dans « le renforcement et la consolidation du système de jeunes » et "l'ancrage de la culture démocratique auprès des jeunes, le renforcement de leurs capacités à occuper des postes politiques et à participer à la prise de décisions ». Pour sa part, M. Berramdane a fait savoir que le Haut Conseil de la jeunesse, créé en exécution des orientations du président de la République, fera l'office d'un "parlement des jeunes, une tribune et un espace permettant de soumettre les préoccupations des jeunes qui seront choisis via le vote".

Enfin, le ministre de la Jeunesse et des Sports a donné des instructions aux membres de ladite commission pour le parachèvement des textes juridiques relatifs au Haut Conseil dans les plus brefs délais afin de lancer les élections en préparation de la création de cet organe consultatif, conclut le communiqué.

APS

FEUX DE FORÊTS

Le plan d'urgence de lutte activé

Le Directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, a affirmé dimanche à Bordj Bou Arreridj que le plan d'urgence de lutte contre les feux de forêt a été activé.

Dans une conférence de presse animée en marge d'une rencontre régionale de sensibilisation regroupant les wilayas de M'sila, Mila, Sétif, Jijel et Bordj Bou Arreridj, tenue dans la Maison de la culture Mohamed Boudiaf, le même responsable a précisé que cette rencontre vise à mettre en œuvre le plan d'urgence de lutte contre les feux de forêt au travers des mesures et des actions de terrain, associant la Protection civile, les services agricoles et tous les acteurs concernés.

Il a fait état, dans ce contexte, de la décision d'acquérir des drones en coordination avec le Centre national de recherche du ministère de l'Enseignement supérieur pour la surveillance et l'alerte de manière précoce au sujet des incendies, en plus de la décision des autorités supérieures du pays d'acquérir des avions de lutte contre les incendies de forêts l'année prochaine.

Le directeur général des forêts a mis l'accent, en outre, sur la nécessité de « renforcer le rôle préventif des organismes relevant du secteur en coordination avec tous les acteurs concernés y compris les citoyens »

Il a ajouté que près de 10.000 ha du patrimoine forestier ont été, cette année, ravagés dans 300 foyers d'incendie, dont 8.500 ha dans la wilaya de Khenchela, qualifiant ce bilan de "lourd", comparativement à l'année précédente à la même période durant laquelle 2.500 ha avaient été détruits. « La majorité des incendies enregistrés durant cette dernière période sont d'origine criminelle », a déclaré le même



responsable qui a souligné, à ce propos, que 60 individus avaient été arrêtés l'année passée par les services de sécurité pour avoir provoqué des incendies.

Dans ce même contexte, M. Mahmoudi a rappelé que trois individus ont également été arrêtés dernièrement à Khenchela et d'autres dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour les mêmes motifs.

Cette rencontre régionale de sensibilisation s'est déroulée en présence du wali de Bordj Bou Arreridj, Mohamed Benmalek, des directeurs de la Protection civile des wilayas concernées et de représentants de la Fédération nationale des chasseurs et d'associations activant dans le domaine de l'environnement.

S.A/APS

AÏD EL-ADHA

Sensibilisation à l'hygiène après le sacrifice



Le ministère de l'environnement a engagé, en collaboration avec le mouvement associatif, une campagne de sensibilisation au respect des règles d'hygiène durant et après le sacrifice du mouton à l'occasion de la célébration de Aïd el-Adha. Depuis plusieurs jours déjà, des conseils sont prodigués au sein des quartiers pour rappeler les bons gestes à adopter pour protéger l'environnement et faciliter la tâche des agents de collecte et de propreté. « C'est le Conservatoire national de l'environnement qui s'est

chargé en collaboration avec le mouvement associatif d'organiser la sensibilisation à respecter d'une part, le protocole sanitaire mais aussi des conseils pour célébrer l'Aïd proprement », explique Nadia Chenouf, inspectrice générale au ministère de l'environnement sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne.

DES POINTS DE COLLECTE DES PEAUX DE MOUTONS

Cette campagne de sensibilisation a ciblé la prise en charge des produits et

déchets issus de l'abatage. « Les citoyens doivent les mettre dans des sacs bien fermés et mettre les peaux de moutons dans les lieux mis en place pour leur collecte », indique la même responsable qui affirme qu'un travail en collaboration avec les ministères de l'Intérieur et de l'Industrie a été lancé pour la valorisation de ces peaux.

La Chaîne 3 illustre cette opération par un reportage réalisé son correspondant local à Ghardaïa. Cela fait quatre ans que la wilaya s'organise avec la population pour récupérer ces toisons.

Qahwa fi goubli !

Il est ainsi des phénomènes qui échappent de loin à mon entendement commun réputé pourtant assez lucide. Mais sans doute suis-je hors du coup ou à tout le moins pas tout à fait dans le coup. Quoiqu'il en soit je reste médusé (parole de méduse) à la vue de certains épi-phénomènes dont je n'arrive pas encore à comprendre ou encore moins décrypter le pourquoi du comment. Mais bon inutile de continuer encore à tourner autour du pot n'est-ce pas ? Je n'ai toujours pas compris pourquoi tous ces regroupements autour de l'engorgement des moutons soit par des spécialistes monnayant à l'occasion leur savoir-faire soit par des amateurs visant à terme le profession-

Vous avez dit adultes...

nalisme...Mais le plus insolite et surtout le plus condamnable est de voir tous ces enfants réunis autour de derniers soubresauts de la bête, terrassée dans un premier temps, ligotée ensuite et enfin achevée d'un rageur coup de couteau. L'objectif premier étant, bien sûr, de ne pas trop faire souffrir le sacrifié. Tandis que juste avant le rituel une dernière photo souvenir est prise pour immortaliser l'instant avant la prochaine échéance. Et tout le monde jubile devant la dextérité du boucher occasionnel. Bon la dimension religieuse du rituel est évidente et nul ne la conteste à cette réserve près que la sunna n'est pas imposable à tous. Sauf que pour mieux faire passer la pilule (si j'ose

m'exprimer ainsi) on invoque le fameux « faire plaisir aux enfants ». Alors même que les bambins qui ont tissé un véritable lien affectif avec leur mouton restent, quoiqu'on dise, les plus traumatisés par l'ultime geste du tueur connu et reconnu par tout le quartier, reconnaissance dont il n'est pas peu fier au demeurant. Car lors du « cérémonial » d'engorgement, il prend le soin de s'assurer, par un regard circulaire préalable, que les locataires l'ont bien identifié. Quant aux bambins ce n'est vraiment pas de gaieté de cœur qu'ils voient leur « jouet » de tantôt, baigner dans une mare de sang. Faut-il donc gifler les adultes ?

A. Zentar

OUARGLA-TOUGGOURT

Pic historique de consommation électrique atteint en juin

Les différentes structures de santé de la wilaya de Djelfa, impliquées dans la campagne de vaccination contre le Covid-19, disposent d'un stock de près de 80 000 doses de vaccins, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Un pic historique de consommation d'électricité a été atteint en juin dernier dans les wilayas d'Ouargla et Tougourt, a indiqué jeudi un communiqué de direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG, filiale de Sonelgaz). La consommation électrique a atteint 148 mégawatts/heure, soit 27% de plus que celui enregistré à la même période de l'an dernier qui était de 116 mégawatts/heure, est-il précisé. De plus, 3.472 nouveaux clients ont été raccordés au réseau d'électricité, portant le nombre de l'entreprise dans les deux wilayas à 186.740 clients à fin juin 2021, fait savoir l'entreprise qui signale avoir mobilisé tous ses moyens humains et matériels, notamment ses équipes techniques d'intervention, pour faire face à cette hausse de consommation et veiller à la qualité du service. L'entreprise conseille également à ses clients de rationaliser leur consommation d'électricité pour préserver cette ressource énergétique et réduire leur facture de consommation, et ce par l'adoption de gestes simples tels que le réglage des climatiseurs à 25 degrés, l'utilisation de lampes économiques et l'extinction des lumières et des climatiseurs dans les pièces inoccupées.



INCENDIE AU NIVEAU DU BLOC OPÉRATOIRE DE CHIRURGIE DE L'EPH EL HADI BENDJEDID D'EL TARF

Des dégâts matériels importants

Un incendie s'est déclaré, dans la nuit de samedi à dimanche, au niveau du service de chirurgie générale de l'établissement public hospitalier (EPH) El Hadi Bendjedid, sis au chef lieu de wilaya d'El Tarf, où aucune victime n'est à déplorer, a indiqué le chargé de communication de la direction locale de la Protection civile. Les services de la Protection civile de la wilaya sont intervenus aux environs de 1 h 30 du matin, suite à une alerte faisant état d'un incendie au niveau dudit établissement sanitaire, a précisé le lieutenant Gasmi Layachi, ajoutant que l'unité principale de Ain El Assel, assistée des unités secondaires d'El Kala et de Boutheldja ont été mobilisées pour intervenir sur les lieux. Des dégâts matériels dont des

équipements médicaux tels un autoclave, des équipements informatiques et une salle ont été endommagés dans cet incendie, a indiqué la même source qui a souligné « qu'aucune perte humaine n'est à déplorer ». Selon Aissa Bahri, directeur local de l'EPH El Hadi Bendjedid d'El Tarf, « une étincelle électrique qui s'est produite au niveau du bloc opératoire de chirurgie générale de cet hôpital qui en compte quatre, a provoqué une forte fumée en raison du plastique recouvrant le plafond ». « Aussitôt alertés, les services de la Protection civile sont intervenus sur les lieux, où mis à part la panique et la peur, aucun dégât matériel important n'est à signaler », a ajouté la même source. Deux malades qui se trou-

vaient sur place ont été « immédiatement » évacués vers un autre service, a précisé la même source, signalant que la mobilisation des différents intervenants (pompiers, directeur et employés de l'EPH) s'est poursuivie jusqu'à 7 h du matin pour nettoyer et appliquer une couche de peinture pour effacer toute trace de fumée. Une expertise sera « incessamment » réalisée pour situer avec exactitude les causes de cet incident, a ajouté le même responsable qui a fait savoir, en outre, que le wali Harfouche Benarar et le directeur local de la santé et la population, Bada Hadj Abderrahmane, se sont rendus à l'hôpital pour s'enquérir de la situation et écouter les explications à ce sujet.

PERMANENCE DE L'AÏD À L'EST

Suivi quasi total

Le programme de la permanence des commerces a été suivi à raison de 99,94 % durant le premier jour de l'Aïd El Adha dans les sept (7) wilayas de l'Est du pays relevant de la Direction régionale du commerce implantée à Batna, a-t-on appris mardi auprès de cette direction. Dans ce contexte, le chef du service de planification au sein de la Direction régionale du commerce de Batna, Achour Bouzida, a déclaré à l'APS qu'un taux de suivi de l'ordre de 100% a été enregistré dans les wilayas de Tébessa, Khenchela, Biskra, Constantine, Batna et Oum El Bouaghi, tandis qu'un taux de 96,34 % a été enregistré dans la wilaya d'Ouled Djellal. Selon le même responsable, le programme de la permanence a été "largement

respecté" en dépit de la situation sanitaire que vit le pays en cette période marquée par la propagation de la Covid-19, affirmant que des procédures strictes ont été prises à l'encontre des propriétaires de trois (3) boulangeries n'ayant pas respecté cette permanence dans la wilaya d'Ouled Djellal. Pas moins de 5.750 commerçants et opérateurs économiques, toutes activités confondues, ont été réquisitionnés pour l'exécution du programme de permanence au cours des deux jours de la fête du sacrifice dans les sept wilayas relevant de la Direction régionale du commerce, a indiqué en outre M. Bouzida. Les réquisitions ont concerné, entre autres, 723 boulangeries dans ces mêmes wilayas, 3.106 commerces

d'alimentation générale et de fruits et légumes, 45 minoteries et 17 laiteries, a détaillé le même responsable. Aussi, six (6) unités de vente d'eau minérale et pas moins de 1.853 commerces de diverses activités, dont notamment des stations service, des kiosques et des restaurants sont concernés par cette permanence visant à assurer un service minimum aux citoyens pendant cette fête religieuse, a ajouté la même source. Pour rappel, cette permanence intervient en application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales pendant les fêtes nationales et religieuses, a-t-on noté.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE À ALGER

SEAL gèrera les structures de 27 cités AADL

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) a annoncé lundi qu'elle prendra en charge la gestion des structures d'alimentation en eau potable (AEP) de 27 cités de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). L'opération se fera "progressivement", dans le cadre du transfert de l'exploitation et de la gestion des bâches à eau mises en place dans les cités AADL, selon un communiqué de la SEAL publié sur sa page officielle sur Facebook. Cette disposition vise principalement à améliorer les services d'AEP notamment aux habitants des étages supérieurs, a ajouté la même source.

ALGER

Plus de 3700 contrôles d'activités commerciales depuis début juillet

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger représentés par la Police générale et réglementation ont mené durant la première quinzaine du mois de juillet en cours 3713 opérations de contrôle des activités commerciales, dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du coronavirus (Covid-19), a indiqué dimanche un communiqué des services de la sûreté nationale. 793 infractions ont été enregistrées et des mesures administratives ont été prises contre les contrevenants avec 763 mises en demeure établies et 30 propositions de fermeture. Les services de la Police générale et réglementation "poursuit le contrôle des différentes activités commerciales durant cette période de propagation de la pandémie du coronavirus", ajoute-t-on de même source.

LOGEMENT PROMOTIONNEL LIBRE (LPL)

Réouverture des souscriptions au programme dans 15 wilayas

L'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a annoncé, dimanche, la réouverture des souscriptions au programme de logement promotionnel libre (LPL) dans 15 wilayas, et ce à compter du 27 juillet en cours. Dans un post sur sa page Facebook, l'entreprise informe les citoyens désirant acquérir des logements promotionnels libres, "dans la limite du stock disponible", qu'ils peuvent s'inscrire sur le site électronique de l'entreprise, à compter du mardi 27 juillet 2021. Les wilayas concernées sont Tiaret (deux sites à Frennda et Tiaret), Tlemcen (13 sites à Mansourah, Maghnia, Nedrouma, Sebdo, Tlemcen et Souahlia), Oran (cinq sites à Akid Lotfi, Usto, hai El Badr et Hassi Ben Okba), Tipasa (un seul site), Ain Defla (trois sites à Sidi Lakhdar et Miliana), Blida (quatre sites à Mouzaïa, Boufarik et Ouled Yaïch) ainsi que les wilayas de Bejaïa (deux sites à Iryahen et Souk El Ténine), de Bordj Bou Arreridj (quatre sites à Ras El Oued et El Achir), de Tizi Ouzou (quatre sites à Tighzert, Beni Douala, Iflissen et Tigzirt), de Batna (un seul site à Oued Chaaba), de Skikda (quatre sites à El Hadaik, Ramdane Djamel, Hamrouche Hamoudi et Ain Cherchar), de Jijel (trois sites à Taher et El Kennar), de Tébessa (un seul site), d'Oum El Bouaghi (un site à Ain M'lila) et d'El Tarf (huit sites à Echatt, El Kala, Besbes, Dréan et Chebaïta Mokhtar), selon la même source.

BISKRA

El Bakbouka, un plat très prisé le premier jour de l'Aïd El Adha

Préparée dans les foyers de la région des Ziban le premier jour de l'Aïd El Adha, « El Bakbouka » demeure le plus populaire des plats traditionnels qui marque la célébration de cette fête, suivant un rituel inchangé depuis des lustres.

En dépit de la multitude de plats à la viande cuisinés le jour de l'Aïd, El Bakbouka également appelée « El Fedouch » et principalement préparée à base d'abats de mouton, « rassemble tous les membres de la famille autour de la même table », souligne Mohamed de Tolga qui estime que son nom un peu saugrenu est lié au bruit que le plat produit durant sa cuisson.

Le goût savoureux de ce plat et l'agréable odeur qui s'en dégage pendant la cuisson lui assurent une place singulière durant la fête de l'Aïd à Biskra, a ajouté Mohamed. "Nos grands-mères qui ne disposaient pas de leur temps d'appareils de réfrigération se hâtaient dès la fin du sacrifice du mouton d'en extraire les abats et les nettoyer pour les cuire aussitôt avant qu'ils ne perdent leur valeur nutritive", a-t-il ajouté. Pour Mohamed, El Bakbouka est un plat caractéristique de la fête de l'Aïd El Adha à Biskra, en attendant le couscous et la chakhchoukha ainsi que les grillades. De son côté, Mme Saida (65 ans) de la commune de Djemora nettoie et cuit les abats du mouton depuis l'enfance, confie-t-elle, regrettant que certaines mères de familles délaissent la tradition du nettoyage et la cuisson des abats ainsi que le Bouzelouf



(tête du mouton) qu'elles considèrent comme une corvée. Abandonner la préparation de ce plat le premier jour de l'Aïd

dans certains foyers est "une privation" d'un délicieux met et un abandon d'une tradition caractéristique de la fête de l'Aïd El

Adha, considère Mme Saida. De son côté, Khaled de Sidi Okba considère que cette fête est une occasion de joie que les mères de familles saisissent pour préparer divers plats traditionnels, dont El Melfouf (morceaux de foie enveloppés dans la crêpe de mouton puis grillées), Bouzelouf et El Osbane qui sont assez rarement préparés le reste de l'année et constituent durant l'Aïd une opportunité de rencontres familiales et un signe de la richesse des traditions culinaires algériennes.

LES ABATS JETÉS À LA POUBELLE

Avec l'avènement de chaque fête de l'Aïd El Adha, certains nouveaux comportements refont surface comme le fait de jeter les abats du mouton et sa tête parmi les ordures, ce qui nuit à l'environnement, attire les animaux errants et provoque de mauvaises odeurs, ont souligné à l'APS de nombreux habitants des nouveaux quartiers de la banlieue ouest du chef-lieu de wilaya.

Selon ces mêmes citoyens, des mères de famille résidant dans ces nouvelles cités résidentielles n'hésitent pas à jeter les abats dans la poubelle, faute d'apprécier leur consommation, constituant ainsi une source de nuisance pour l'environnement et la santé publique.

SOLIDARITÉ À ORAN

Des femmes âgées fêtent l'Aïd El Adha dans la joie et la convivialité

Les femmes résidentes à la maison des personnes âgées "Essalam" d'Oran ont célébré le premier jour de l'Aïd El Adha, dans une atmosphère de joie qui les a fait oublier le manque de la chaleur familiale, et ce, dans le strict respect des mesures préventives contre la propagation du coronavirus.

Les résidentes de cette maison, au nombre de 53 femmes, y ont passé d'agréables moments dans la communion et la convivialité, autour du rituel du sacrifice de plusieurs moutons, qui leur a procuré des moments de bonheur et de joie, reléguant au second plan les tourments de leur vécu et souvenirs du passé lorsqu'elles étaient au milieu des leurs ou encore lorsqu'elles étaient encore jeunes et enfants. Tout a été fait pour fêter l'Aïd El Adha comme il se doit, grâce à cette initiative du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et des services de la wilaya d'Oran, aux côtés des bienfaiteurs, comme l'a constaté l'APS sur place, qui a vu des résidentes de la maison des personnes âgées, issues de plusieurs wilayas du pays passé des moments agréables, en cette matinée de l'Aïd, dans une ambiance marquée par le sacrifice des moutons qui leur été réservés. La maison des personnes âgées (femmes) de la cité "Essalam" a bénéficié de 17 moutons et tous les moyens nécessaires à l'occasion de cette fête religieuse et sociale qui leur a rendu le sourire, a déclaré, à l'APS, le directeur de l'action sociale, Mohamed Améziane Fedala, expliquant que l'ensemble des établissements sociaux y compris "Diar Errahma"



de Misserghine, la maison des personnes âgées (hommes) ont eu droit à un quota de moutons pour permettre à cette catégorie sociale de fêter cet événement religieux dans une ambiance conviviale et de partage. "Notre espoir est de voir ces résidentes passer la prochaine fête de l'Aïd au milieu des leurs et ce, dans le cadre d'une opération d'insertion en milieu familial", a fait remarquer notre interlocuteur, qui a rappelé que sept (7) résidentes ont déjà été réinsérées l'année passée, après que leurs familles aient été sensibilisées pour s'occuper d'elles, signalant que l'opération d'insertion se poursuit à travers les enquêtes qu'effectuent les services spécialisés de sa direction. "La joie de ces pensionnaires

réside dans leur participation dans la préparation des mets et plats populaires propres à cet événement, ce qui les met dans une ambiance festive et conviviale, très particulière" a souligné, pour sa part, la directrice de la maison des personnes âgées de haï "Essalem", Sebou Nabila. Avant de se départir, Saadia, une pensionnaire, a souhaité transmettre via l'APS ses vœux à l'occasion de l'Aïd El Adha au peuple algérien, saluant au passage "les efforts de l'Etat dans la prise en charge des personnes âgées, qui agit, dans ce cadre à leur solidarité, et qui leur offre toutes les conditions nécessaires pour qu'elles ne sentent pas esseulées et qu'elles puissent vivre dans une atmosphère familiale".

CENTRE POUR ENFANCE ASSISTÉE D'EL BIAR (ALGER)

La ministre de la Solidarité partage la joie de l'Aïd avec les enfants orphelins

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, s'est rendu, mardi à Alger, au Centre pour enfance assistée d'El Biar (Alger), où elle a partagé avec les enfants du Centre la joie de l'Aïd el Adha. Cette démarche qui vise à donner de la joie aux enfants, consacre "la politique de l'Etat pour la prise en charge et l'accompagnement de cette catégorie d'enfants défavorisés", a affirmé Mme Krikou, soulignant que la fête de l'Aïd constitue une opportunité pour souligner la nécessité de respecter les mesures de prévention contre le covid-19 et l'importance de la vaccination. Pour sa part, le conseiller du président de la République, chargé des associations religieuses Aissa Belakhdar, qui a pris part à cette cérémonie, a insisté sur l'impératif de donner de la joie aux mineurs, en déclarant : "lorsque l'Aïd el Adha coïncide avec le mois de la victoire, il convient que toutes les institutions de l'Etat partagent ces valeurs". Il a rappelé à cette occasion que le président de la République Abdelmadjid Tebboune veille au lancement des projets en cette étape, soulignant que chaque citoyen doit prendre conscience que l'Algérie "est enviable pour l'étendue de son territoire, la profondeur de son histoire et son appartenance culturelle". "Nous devons alors faire de cet Aïd une opportunité porteuse de messages multiples pour dire à nos ennemis que nous allons bien, que nous prenons en charge nos mineurs et notre société toute entière et que ces manœuvres ne sont qu'une tentative désespérée et vaine", a-t-il poursuivi. Il convient de noter que cette célébration s'est déroulée en présence du porte-parole du Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, Djamel Fourar, en sa qualité de représentant du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
Ecole supérieure de gestion et d'économie numérique

AVIS DE RECRUTEMENT

L'Ecole supérieure de gestion et d'économie numérique lance un avis de recrutement dans Les postes suivants :

GRADE	Mode de recrutement	Conditions de recrutement	Spécialité demandée	Nombre de postes ouverts	Endroit de nomination	Autres conditions
Maître-assistant classe B	Recrutement sur titre ou concours sur titre	Les titulaires d'un doctorat d'Etat ou d'un doctorat en sciences ou d'un magistère dans la spécialité ou d'un titre reconnu équivalent	Sciences commerciales-option marketing	01	Siège de l'école	/
			Sciences de gestion-option finance			
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Les titulaires d'un diplôme de doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	/	01	Siège de l'école	/
Traducteur-interprète	Concours sur titre	Les titulaires d'une licence d'enseignement supérieur en traduction – interprétariat ou d'un titre reconnu équivalent.	/	01	Siège de l'école	/

Les dossiers de candidatures sont transmis à la Direction de l'Ecole supérieure de gestion de l'économie numérique, pôle universitaire, Koléa, wilaya de Tipaza, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la parution de cet avis de recrutement

Constitution du dossier :

- une demande manuscrite
- une copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale.
- une copie certifiée conforme à l'original du diplôme
- Cursus de formation
- Une attestation de travail le cas échéant et l'autorisation de participation au concours pour les fonctionnaires.
- Une fiche de renseignements, dûment remplie par le candidat (à acquérir dans l'un des sites suivants : www.mre.dz/index-fr.php.action=formulaire ou www.dgfp.gov.dz ou www.concours-fonction-publique.gov.dz

***Le candidat définitivement admis au concours doit compléter son dossier par les pièces suivantes :**

- Une copie certifiée de l'autorisation conforme à l'original justifiant la situation vis-à-vis du Service national
- Deux photos
- Certificat de nationalité
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin N°03) en cours de validité.
- Extrait de l'acte de naissance n° 13
- Une fiche familiale, le cas échéant.
- Deux certificats médicaux (médecine générale+ phtisiologie)

Critère de sélection pour les grades : maître-assistant Class B et traducteur-interprète.

- Adéquation du profil de formation du candidat avec les exigences du corps ou grade ouvert au concours ;
- Formation de niveau supérieur au titre ou diplôme exigé pour la participation au concours ;
- Travaux et études réalisés, le cas échéant ;
- Expérience professionnelle acquise par le candidat dans la spécialité, quel que soit le secteur d'exercice ou la nature de l'emploi occupé ;
- Date d'obtention du diplôme ;
- Résultats de l'entretien avec le jury de sélection.

Critère de sélection pour le grade de médecin généraliste de la santé publique :

- Adéquation du profil de formation du candidat avec les exigences du corps ou grade ouvert au concours (13 points)
- Conformité de la spécialité du diplôme avec 5 exigences du grade (06 points) ;
- Cursus d'étude ou de formation (07 points) ;
- Formation complémentaire au titre ou diplôme exigé pour la participation au concours dans la même spécialité (02 points) ;
- Travaux ou études réalisés, le cas échéant (01 point) ;
- Expérience professionnelle acquise par le candidat dans la spécialité (06 points) ;
- Date d'obtention du diplôme (05 points) ;
- Résultats de l'entretien avec le jury de sélection (03 points).

Le départage des candidats déclarés ex-aequo, s'effectue selon les critères suivants :

- Les ayants droit de chahid (fils ou fille de chahid) ;
- Les catégories aux besoins spécifiques (handicapés pouvant exercer les tâches inhérentes au grade postulé) ;
- l'âge du candidat (priorité au plus âgé) ;
- La situation familiale du candidat (marié avec enfants ; marié sans enfants ; soutien de famille ; célibataire).

Recours

Les candidats non retenus pour participer aux concours peuvent introduire un recours à Monsieur le Directeur de l'Ecole supérieure de gestion et d'économie de gestion numérique.

Observation :

Tout dossier incomplet ou arrivé hors délai sera rejeté.



APRÈS LA TENTATIVE D'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT DE TRANSITION AU MALI

Une enquête est ouverte

La justice malienne a annoncé hier avoir ouvert une enquête pour «faire la lumière» sur la tentative d'assassinat du président de transition, le colonel Assimi Goïta, alors que l'agresseur présumé, dont les motivations et l'identité restent inconnues, était toujours entendu par les services de renseignements maliens.

« **U**n individu mal intentionné a tenté de porter atteinte à l'intégrité physique du président de la Transition à la fin de la prière de l'Aïd al-Adha, mardi à la Grande mosquée de Bamako », a indiqué dans un communiqué le procureur du Tribunal de grande instance (TGI) de la commune de Bamako, Bourama Kariba Konaté. «Face à ces faits (...) d'atteinte à la Sûreté de l'Etat et de tentative d'assassinat », une enquête a été ouverte «en vue de faire la lumière sur cet événement», a-t-il ajouté. Le colonel Goïta est sorti indemne de cette tentative d'agression, commise par un homme armé d'un couteau. L'auteur présumé de l'attaque, maîtrisé par la garde rapprochée du chef de l'Etat, était toujours entendu mercredi dans les locaux de la Sécurité d'Etat (les services de renseignements), tandis que la police se charge d'entendre les témoins, a indiqué le commissaire principal Sadio Tomoda, du 3^e arrondissement de police de Bamako. L'identité de l'assaillant n'a pas été révélée. Le commissaire Tomoda avait indiqué mardi soir qu'il s'agissait d'un «enseignant», sans plus de détails. Les autorités n'ont jusqu'à présent officiellement privilégié aucune piste quant aux motivations de l'agresseur, dans un pays très instable politiquement et en prise à des violences multiformes depuis 2012. «Quand on est leader, il y a toujours des mécontents, il y a des gens qui, à tout moment, peuvent vouloir tenter des choses pour déstabiliser,

tenter des actions isolées», avait déclaré mardi à la télévision nationale le colonel Goïta, en disant aller «très bien». Selon l'AFP, deux personnes ont tenté de poignarder le président de la transition au Mali, le colonel Assimi Goïta, mardi durant la prière de l'Aïd al-Adha, à la Grande mosquée de Bamako. C'est après la prière de l'Aïd al-Adha, la fête musulmane du Sacrifice, alors que l'imam se dirigeait vers la sortie de la mosquée pour égorger le mouton que les faits se sont déroulés. Le président Goïta a ensuite été emmené et ne semblait pas avoir été touché, a constaté un journaliste de l'AFP. Interrogé par l'AFP pour savoir s'il s'agissait d'une «tentative d'assassinat» du président de transition, un responsable de ses services a répondu: «Oui, tout à fait». Il est «sain et sauf», a dit la même source en détaillant: «Nous sommes en train de mener l'enquête. Au moins une personne a tenté de l'attaquer avec un couteau à la Grande mosquée de Bamako ce jour». Présent sur les lieux, le ministre des Affaires religieuses, Mamadou Koné, a expliqué à l'AFP qu'un «homme a tenté tout de suite dans la Grande mosquée de Bamako de tuer le président de la transition avec un couteau». Mais «il a été bien maîtrisé avant de commettre son forfait», a-t-il ajouté. «C'est après la prière et le sermon de l'imam, au moment où l'imam devrait aller immoler son mouton, que le jeune a tenté de poignarder Assimi (Goïta) de dos, mais c'est une autre personne qui a été blessée», a



confirmé à l'AFP Latus Tourè, régisseur de la mosquée.

La mosquée du roi Fayçal a ensuite été vidée de ses fidèles et ses abords ont retrouvé une quinzaine de minutes plus tard le

calme une fois le président de la transition emmené au QG des militaires dans la ville-garnison de Kati à une quinzaine de km de Bamako, selon ses services.

R. I./Agences

RÉPRESSION MAROCAINE CONTRE LES CIVILS SAHRAOIS

Le Président Ghali dénonce le «mutisme» de la communauté internationale

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali a vigoureusement condamné la campagne répressive menée par les autorités d'occupation marocaines contre les civils sahraouis, interpellant la communauté internationale sur son «mutisme» et son «inaction honteuse». «Nous condamnons dans les termes les plus forts ces violations flagrantes contre des civils sans défense et nous interpellons la communauté internationale concernant ce mutisme et cette inaction honteuse», a déclaré, le président sahraoui dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration mardi de l'Aïd El Adha. Dénonçant «une dangereuse escalade des violations des droits humains à travers une série de pra-

tiques brutales», Brahim Ghali, a indiqué que «ces pratiques de l'état d'occupation marocain ne concernent pas uniquement les arrestations, la torture et le harcèlement contre les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines, mais s'est également étendu aux maisons et aux familles, y compris les femmes, les enfants et les personnes âgées». Il précise que, l'une des plus horribles de ces interventions marocaines méprisables est la répression et les abus auxquels les femmes sahraouies ont été soumises, dont l'une des plus récentes a été le siège imposé à la militante Sultana khaya et sa famille dans la ville occupée de Boudjdour. Outre la répression subie par les civils sahraouis, Brahim Ghali est revenu sur la

situation sanitaire dans le monde où la pandémie de Covid-19 continue de défrayer la chronique à cause de ses nombreuses victimes constatées. «L'Aïd est célébré cette année alors que le monde entier est toujours aux prises avec la pandémie de coronavirus, et malgré des efforts continus, des résultats positifs et de nombreuses vaccinations, il continue de constituer une menace sérieuse pour la vie humaine», a déclaré le Président sahraoui, déplorant la persistance de cette pandémie en raison notamment de la poursuite des foyers épidémiologiques. «Comme tous les peuples du monde, notre peuple est préoccupé par ce défi mondial», a-t-il dit, appelant le peuple sahraoui à respecter strictement toutes les procé-

dures et mesures entreprises par les autorités compétentes, y compris les jours de l'Aïd, le moyen le plus efficace étant la prévention. Par ailleurs, le Président sahraoui n'a pas manqué de saluer tous ceux qui ont soutenu le peuple sahraoui dans sa juste lutte pour liberté et l'indépendance, à l'instar de l'Algérie à laquelle il a exprimé ses chaleureuses et sincères félicitations à l'occasion de l'Aïd El Adha. A noter que durant son discours, Brahim Ghali qui est également secrétaire général du Front Polisario a rendu un hommage appuyé à l'Armée populaire de libération sahraouie qui continue de combattre l'ennemi marocain avec «courage, audace et abnégation».

APS

SAHARA OCCIDENTAL

CEAS-Sahara exhorte Madrid à assumer ses responsabilités historiques

La Coordination espagnole des associations solidaires avec le Sahara occidental (CEAS-Sahara) a exhorté, le gouvernement espagnol à assumer ses responsabilités historiques au Sahara occidental pour mettre fin au dernier processus de décolonisation en suspens sur le continent africain. Dans une lettre envoyée en début de semaine au nouveau chef de la diplomatie espagnole, José Manuel Albares, CEAS-Sahara a demandé au gouvernement espagnol d'assumer sa responsabilité au Sahara occidental à qui «nous avons une dette en suspens après notre abandon» en 1976. Selon l'association, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Jose Manuel Albares et le gouvernement

espagnol «doivent assumer une nouvelle politique étrangère à l'égard du Sahara occidental qui inclut le respect scrupuleux des droits de l'homme et de la légalité internationale au-delà d'autres intérêts et pressions qui n'auraient jamais dû saper la responsabilité de l'Etat espagnol et de son obligation de mettre fin au dernier processus de décolonisation en suspens sur le continent africain». Dans ce contexte, la lettre envoyée par CEAS-Sahara revient sur la «grave situation» que vit le «peuple sahraoui frère» après la reprise des hostilités le 13 novembre dernier suite à la «violation, par le régime d'occupation marocain, du cessez-le-feu signé entre le Maroc et le Front Polisario». En ce qui

concerne le plan de paix de 1991, l'organisation insiste sur le fait que «la politique d'obstruction marocaine, qui a empêché par tous les moyens le peuple sahraoui d'exercer son droit reconnu à l'autodétermination est bien connue». La missive passe également en revue, la situation au Sahara occidental occupé et rappelle la «répression brutale contre la population sahraouie dans les territoires occupés» et le pillage des ressources naturelles dont elle souffre. A cet égard, l'association espagnole estime que, comme premier pas dans le respect des droits du peuple sahraoui, le nouveau ministre doit «geler les exportations de toute ressource naturelle provenant du Sahara occidental», rappelant

notamment que la justice européenne a déjà condamné cette pratique. CEAS-Sahara affirme, en outre, que «le prestige international de l'Etat espagnol est en jeu», car le maintien de positions honteuses affecte toujours toute la société, assurant que, «ce douloureux conflit non résolu empoisonne les relations entre voisins et retarde le développement de toute la région du Maghreb». L'association rappelle également, les liens historiques et culturels qui unissent les deux peuples, sahraoui et espagnol, en mentionnant spécialement le «soutien et la solidarité d'une large partie de la société espagnole à la juste lutte pour la liberté et l'indépendance du peuple sahraoui».

LYMPHOME HODGKINIEN

Symptômes, stades, pronostic

Ganglions gonflés, fatigue persistante, démangeaisons sur tout le corps... Le lymphome hodgkinien (maladie de Hodgkin) est un cancer du sang caractérisé par la présence de cellules "de Sternberg". On observe un pic chez les adolescents et jeunes adultes entre 15 et 35 ans et un second chez l'adulte après 70 ans.

Le lymphome hodgkinien (LH) ou "maladie de Hodgkin" est une forme de cancer du système lymphatique (cancer du sang). C'est ce qui différencie le lymphome de Hodgkin de tous les autres lymphomes auxquels on donne le nom générique de "lymphomes non hodgkiniens". En cas de maladie de Hodgkin, la prolifération de cellules anormales entraîne une augmentation de volume des ganglions lymphatiques. Vraisemblablement, la maladie apparaît initialement en un endroit déterminé, habituellement un ganglion lymphatique. Les localisations à l'extérieur des ganglions sont rares. Certains ganglions atteints peuvent être à l'intérieur du thorax et donc non accessibles à la palpation par le médecin. On distingue 4 stades de développement de 1 à 4 selon que la maladie est étendue d'un ou des 2 côtés du diaphragme, et qu'un organe non lymphoïde est touché ou non.

SYMPTÔMES

Le symptôme le plus courant du LH est l'augmentation du volume des ganglions lymphatiques, notamment ceux situés dans le cou, au-dessus de la clavicule, à l'aisselle, plus rarement à l'aîne. Les ganglions lymphatiques enflés sont toujours indolores. Les ganglions à l'intérieur du thorax peuvent donner une toux ou une compression des gros vaisseaux à l'intérieur du thorax, donnant un gonflement du visage : c'est ce qu'on appelle un syndrome cave supérieur. Très souvent, le diagnostic est effectué lors d'un examen physique habituel.

Les symptômes peuvent aussi comprendre :

- Des épisodes de fièvre récurrente, surtout dans la forme touchant les personnes âgées,
- Des sueurs excessives la nuit, trempant les draps,
- Une perte de poids involontaire.



- Une fatigue persistante et un manque d'énergie.
- Des démangeaisons généralisées sur tout le corps.

CAUSES

Les causes de la maladie de Hodgkin restent largement inconnues. Certaines recherches ont toutefois montré que les personnes qui ont déjà contracté le virus d'Epstein-Barr (responsable de la mononucléose infectieuse) semblent avoir un risque plus élevé de développer ce type de cancer. L'hérédité n'y joue apparemment aucun rôle déterminant. La maladie de Hodgkin, comme tous les autres types de cancer, n'est pas contagieuse.

STADES

On distingue 4 stades dans la maladie de Hodgkin. Le stade I correspond à la forme la plus bénigne et le stade IV à la forme la plus avancée de la maladie. Chaque stade est divisé en (A) ou (B), (A) signifiant qu'il n'existe pas de symptômes généraux et (B) selon qu'il existe des symptômes généraux.

Stade I. Le cancer est encore confiné à l'intérieur d'un seul groupe de ganglions lymphatiques d'un côté du diaphragme thoracique.

Stade II. Le cancer s'est propagé dans le système lymphatique, tout en restant d'un seul côté du diaphragme.

Stade III. Le cancer s'est propagé dans le système lymphatique, des deux côtés du diaphragme.

Stade IV. Le cancer s'est propagé au-delà du système lymphatique, dans un ou plusieurs organes (poumon, os, foie, moelle osseuse).

DIAGNOSTIC

Il s'agit de prélever par chirurgie un morceau de ganglion (ou bien le ganglion dans son intégralité) afin de l'étudier au microscope. La biopsie se déroule généralement sous anesthésie locale pour les ganglions superficiels (cou, aisselles, aîne). Dans les cas où le ganglion est profond, la biopsie peut être guidée par imagerie grâce au scanner", détaille le spécialiste.

TRAITEMENTS

Le traitement repose sur la chimiothérapie et la radiothérapie, même pour les stades précoces. Il s'agit de faire diminuer rapidement la masse tumorale, puis de compléter par de la radiothérapie sur les masses tumorales résiduelles. La chimiothérapie est donc indispensable à tous les stades. Pour les stades précoces les cycles de chimiothérapie sont réduits (entre 3 et 4) pour les stades plus avancés ils sont plus nombreux (jusqu'à 6). Deux protocoles de chimiothérapie font référence dans la prise en charge de ce lymphome : le protocole Beacopp et l'ABVD (un peu moins lourd). De même les doses de radiothérapie varient en fonction du stade. Elle n'est parfois plus effectuée au stade précoce par certaines équipes.

Par ailleurs, depuis déjà plusieurs années, d'autres traitements sont employés

Alimentation et chimiothérapie

Durant la période de traitement par chimiothérapie, il est recommandé d'avoir une alimentation la plus équilibrée possible afin de limiter les effets secondaires du traitement (troubles du transit, baisse de l'immunité, fatigue...).

- Ajoutez à vos menus des fruits et des légumes, des céréales et surtout des protéines car l'appétit faisant parfois défaut durant le traitement, ce nutriment présent dans les œufs, les produits laitiers, les poissons, les viandes ainsi que les céréales et les légumineuses, vous aidera à maintenir votre masse musculaire.
- Fractionnez vos prises alimentaires afin d'éviter l'apparition de nausées ou de vomissements.
- Privilégiez les aliments au goût neutre (laitage, compote, pâtes, riz...) et évitez les aliments trop acides ou qui nécessitent trop de mâche, si vous avez du mal à avaler, ce qui peut arriver après une chimiothérapie.
- Mangez léger afin de limiter les risques de nausées et de vomissements et ce, particulièrement à la veille d'une séance de chimiothérapie.
- Évitez le jeûne qui peut être source d'aggravation de la dénutrition pour les patients atteints de cancer. Il est vivement recommandé aux patients qui souhaitent suivre un régime restrictif de dialoguer avec l'équipe médicale.

chez l'adulte, chez les patients présentant des réponses non satisfaisantes aux traitements classiques du lymphome de Hodgkin. Il s'agit principalement d'un traitement ciblé contre les cellules tumorales du lymphome de Hodgkin et d'immunothérapies permettant de stimuler les défenses immunitaires de l'organisme afin de lutter via la propre immunité du patient. Ces deux traitements ont fait la preuve de leur efficacité en hématologie adulte et sont maintenant couramment employés dans la prise en charge des lymphomes hodgkiniens de l'adulte.

Rechute

Pour les patients dont la maladie n'est pas sensible aux premiers traitements ou revient après avoir été en rémission, une nouvelle chimiothérapie sera proposée, associant une chimiothérapie à haute dose, suivie d'une autogreffe de cellule souche.

Pronostic et guérison

Le pronostic de la maladie de Hodgkin est globalement très bon avec une survie globale, chez les enfants et les adultes de moins de 20 ans, de plus de 90 %.

La chimiothérapie

La chimiothérapie correspond à un traitement du cancer par des substances chimiques. Elle repose donc sur l'administration de médicaments, le plus souvent associés entre eux en fonction de sa localisation et de son stade. C'est ce qu'on appelle "la chimiothérapie combinée". La chimiothérapie est adaptée à chaque patient en fonction du type de cancer afin de proposer le traitement approprié

Il existe différentes chimiothérapies :

- La chimiothérapie neo-adjuvante : elle est proposée avant une chirurgie afin de diminuer la taille de la tumeur, faciliter l'opération et diminuer le risque de récurrence
- La chimiothérapie adjuvante : souvent proposée à la suite d'une intervention chirurgicale, elle permet de détruire les cellules cancéreuses encore présentes, de diminuer les risques de récurrence et de métastases.
- La chimiothérapie palliative (c'est-à-dire

sans possibilité de guérison) : elle est réalisée au stade métastatique, lorsque les cellules cancéreuses se sont diffusées dans l'organisme. Elle traite les cellules cancéreuses dans l'ensemble du corps.

DIFFÉRENCE ENTRE CHIMIOTHÉRAPIE ET RADIOTHÉRAPIE

La radiothérapie consiste à envoyer des rayonnements ionisants au niveau de la tumeur pour détruire les cellules cancéreuses. À la différence de la chimiothérapie, la radiothérapie est un traitement localisé qui a pour but de détruire les cellules cancéreuses tout en préservant le mieux possible les tissus sains et les organes avoisinants, car il ne vise que des petites zones.

COMMENT ÇA SE PASSE ?

Le médicament peut être administré par voie orale, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un médi-

cament sous forme de gélules ou comprimés à avaler. Mais le plus souvent le produit médicamenteux est injecté par voie intraveineuse. Le produit est placé dans une poche, relié à un cathéter placé dans une veine du patient. Les injections peuvent être réalisées

- à l'hôpital en ambulatoire : le patient entre le matin et ressort en fin de journée, une fois la perfusion terminée. Lorsque la chimiothérapie est réalisée
- à domicile : une infirmière se déplace chez le patient pour le perfuser.

La durée de la perfusion est variable d'un patient à un autre et peut durer de 30 minutes à quelques jours.

Le nombre de séances est prescrit par le médecin. Leur nombre et leur rythme varient d'une à plusieurs dizaines de séances, espacées de quelques jours à quelques semaines.

Les périodes de repos entre chaque cycle

permettent à l'organisme de récupérer de la toxicité du traitement.

EFFETS SECONDAIRES

La chimiothérapie peut provoquer de nombreux effets indésirables :

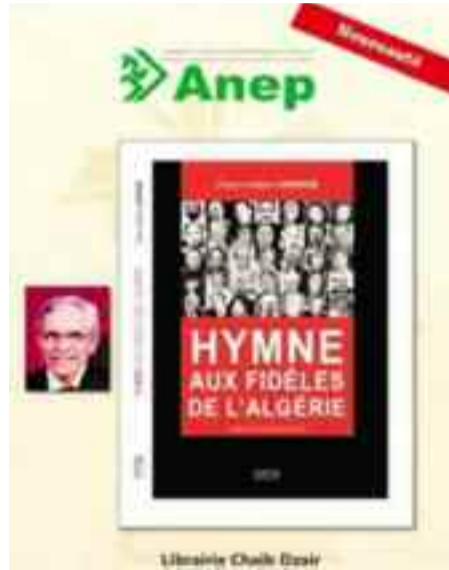
- Une baisse des globules blancs entraînant une diminution des défenses immunitaires. Cela peut se compliquer d'une infection, diagnostiquée par une fièvre supérieure à 38 degrés. Cela nécessite des antibiotiques de façon urgente. Heureusement cet effet secondaire grave reste rare.
 - Des nausées et des vomissements
 - La présence d'aphtes et/ou des inflammations de la bouche
 - Une diarrhée ou une constipation
 - Une perte de cheveux
 - Une fatigue anormale et intense
- Si ces effets sont fréquents, ils ne sont pas systématiques.

NOTE DE LECTURE

« Hymne aux fidèles de l'Algérie » de Chemsdine Chitour

Dès qu'un intellectuel, à l'instar du ci-devant Chemsdine Chitour se fend d'un ouvrage à vocation historique, on se pique forcément de curiosité. Car connaissant la rigueur et l'acuité analytique de l'auteur... outre la nécessaire distanciation requise par rapport aux faits et aux hommes...

C'est toujours avec une curiosité certaine qu'un ouvrage d'un intellectuel est attendu, lu et bien évidemment passé au crible par la critique dont c'est la fonction première. Comme quoi les règles paraissent clairement établies même si parfois les mots dépassent, ici et là, la pensée. Pas par méchanceté gratuite bien évidemment mais davantage parce que nous n'avons pas encore fait de cette même fonction critique n préalable incontournable à l'intr de toutes les autres fonctions. Ceci dit que propose donc le professeur Chitour universitaire apprécié autant par ses interventions fréquents dans les colonnes des médias (tous secteurs confondus) et ses ouvrages relevant de l'éclectique puisque réputé touche à tout. Cette fois-ci il a jeté son dévolu sur une dizaine de personnalités autant du monde de la culture si ce dernier concept renvoie autant à des ouvrages d'ordre littéraire et sociologique qu'à vocation scientifique. Dans cette optique il surfe sur moult registres donc brochant les portraits de Rédha Malek, Mohamed Boudiaf, Idir, Slimane Azzem, Mohamed Salah Mentouri, Nouria et tant d'autres figures marquantes sinon emblématiques de la scène culturelle nationale et internationale. En somme un ouvrage pédagogique qui prétend investir dans l'exhaustivité ou du moins qui affiche cette intention avec ce risque patent encouru d'en omettre d'autres et non des moindres.



Mais bien entendu tout choix est subjectif et le professeur Chitour est bien placé pour le savoir. Et le savoir justement dans son acception élitiste ratisse moins large parce que n'est pas érudit qui veut mais qui peu. Par ailleurs dans ces fameuses sphères cultivées ils' en trouve à ne pas trp aimer se mettre en valeur ou à courtiser les médias et autres facteurs réputés promotionnels. Ceci relevé le professeur Chitour comparativement à moult de ses alter ego a au moins le mérite de s'impliquer, d'intervenir dans le débat public, de

le provoquer et ou de le susciter. Un opportunisme de bon aloi pour tout producteur d'un discours cohérent et significatif. Et on ne saurait reprocher au professeur Chitour, malgré toutes les réserves principales et secondaires soit dit e,n passant qu'on peut émettre sur ses œuvres de ne pas squatter au bon sens d terme toutes les tribunes qui lui sont offertes ou proposés pour délivrer des messages qui ne laissent point indifférent, le lecteur, l'auditeur et le téléspectateur. Et ne serait-ce que pour cela on souhaiterait qu'il fasse davantage d'émules sans verser pour autant dans le suivisme stérile. Or et sans entrer ici dans le distinguo des intellectuels organiques et indépendants, force est de reconnaître que nombre d'intellectuels (un bien grand mot pour certains dépassés et par son contenu et par sa résonance) ont davantage œuvré pour la périphérie que la « phérie ». En d'autres termes imls ont reproduit le discours dominant tout en omettant de séparer le bon gin de l'ivraie. En fait des œuvres cressant dans le sens du poil et destinées davantage à la consommation « domestique ». Ce qui nest point-vous en conviendrez aisément- le rle d'un intellectuel condamné à prendre ses distances justement vis à vi du discours lénifiant et dominant et pas forcément le plus pertinent. Sur un autre versant et non des moindres, le professeur Chemseddine Chitour évoque et rend g hommage concomitamment à un panel relevant de lma dimension

historique à l'instar de feu Mohamed Boudiaf (assassiné en direct devnt les caméras de la télévision nationale), Mohamed Salah Demri ex ministre des Affaires étrangères, Hocine Ait Ahmed, Bouhafis ex dg de la snatrach, Chettih ex dégu du complexe sidérurgique d'elhadjar (Annaba) injustement incarcéré alors sou la gouvernance de Bouteflika. Au total une trentaine de personnalités qui ont contribué, chacune à sa manière et selon son rang et sa fonction, à donner une tout autre image de l'Algérie, celle d'un pays au potentiel inouï et qui comptait alors jusque sur l'échiquier mondial. Dns cet ouvrage commis donc par cet auteur proluxe relativement à d'autres « exploreurs de fond », l'auteur convoque également certaines figures remarquables parmi les français qui nt pris fait et cause pour notre pays bien avant notre guerre e libération à l'instar du couple Pierre et Claudine Chalet, du fameux réseau Francis Jeanson, de la non mins célèbre avocate Gisèle Halimi et souligne à ce propos que ces Européens ont été « injustement oubliés ». Ah la fameuse culture de l'oubli, heureusement qu'il st des ouvrages ambitionnant de réparer tous ces déplorables oublis. A l'instar de celui de notre auteur à qui on doit, également, pour rappel « Histoire religieuse de l'Algérie », « Education et culture des origines à nos jours » et « Le monde comme je le vois », pour ne citer que ceux qui nous viennent d'instinct à l'esprit...

Amar Zentar

« Hymne aux fidèles de l'Algérie », de Chems Eddine Chitour

Dans Son Dernier Ouvrage Intitulé "Hymne Aux Fidèles De L'Algérie", Le Professeur Chems Eddine Chitour Raconte Une Trentaine D'itinéraires Et De Parcours Personnels Qui Ont Marqué L'histoire Contemporaine De L'Algérie Par Leur Apport De Bâtitseur, Chacun Dans Son Domaine, Depuis Les Révolutionnaires De Novembre Jusqu'aux Élités Scientifiques Et Culturelles Qui Ont Donné De La Visibilité Au Pays. Publié Récemment Aux Éditions Anep, "Hymne Aux Fidèles De L'Algérie", Rassemble En 369 Des Articles Publiés Par L'auteur Dans La Presse Rendant Hommage À Des Personnalités Qui Ont Fait Le Succès De La Révolution De Novembre, Aux Européens Qui Ont Aidé Cette Juste Cause Puis Aux Élités Qui Ont Donné De La Visibilité À L'Algérie Sur Le Plan Politique, Scientifique, Religieux Ou Encore Culturel. Chems Eddine Chitour Entame Son Ouvrage Par Un Hommage À L'ancien Président De La République, Mohamed Boudiaf, Assassiné En 1992, Et Son Parcours De Révolutionnaire. Il Marque Également Une Halte Devant Les Accomplissements Politiques De Ferhat Abbas, Ses



Déboires Après L'indépendance Et Son Ouverture Sur Les Sciences Et Le Savoir. Entre Autres Parcours De Révolutionnaires Abordés, Celui De Hocine Ait Ahmed Et De Larbi Ben M'hidi En Plus De Ceux Que L'auteur Qualifie De "Moudjahid Bâtitseur" À L'image De Belaïd Abdesselam Et De Redha Malek. Il Évoque Également Ces "Européens Injustement Oubliés" Qui Ont Combattu Pour L'indépendance De L'Algérie Comme Francis Jeanson, Gisèle Halimi,

Ou Encore Pierre Et Claudine Chalet. Chems Eddine Chitour Propose De Revenir Sur Ses Articles Publiés Sur L'apport D'une "Élite Qui A Donné De La Visibilité À L'Algérie" À L'image Des Hommes Politiques Abdelhak Brerhi, Mohamed-Salah Dembri, Et Mohamed-Salah Mentouri En Plus De Personnalités Ayant Marqué Le Paysage Industriel Du Pays Comme Mohamed Fekkeur, Abdelhak Bouhafis Ou Encore Massaoud Chettih. Abordant Le Paysage Culturel Dans Un Chapitre Intitulé "Culture En Deuil", Chems Eddine Chitour A Choisi De Rendre Hommage À Des Personnalité Marquantes Du Champs Culturel Algérien À L'image De La Romancière Et Membre De L'Académie Française Assia Djebar, De La Comédienne Nouria Kazdarli, L'universitaire Abdelmadjid Merdaci, Ou Encore Les Figures De La Musique Algérienne Khelifi Ahmed, Idir Et Slimane Azem. Professeur De Thermodynamique, Chems Eddine Chitour Avait Publié Des Ouvrages À Caractère Culturel Comme "L'histoire Religieuse De L'Algérie", "L'éducation Et La Culture En Algérie Des Origines À Nos Jours", Ou Encore "Le Monde Comme Je Le Vois".

"ÉTÉ THÉÂTRAL POUR JEUNES"

Planches juvéniles

La manifestation "Été théâtral pour les jeunes" s'est ouverte, récemment après-midi au "Petit théâtre" de l'association culturelle "El Amel" d'Oran, dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation de Covid-19. La première journée de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 20 août prochain, a été marquée par des spectacles inspirés de proverbes algériens, qui traitent de situations sociales de manière distinguée, par des stagiaires de l'école de théâtre de l'association précitée.

Les pièces de théâtre, programmées dans le cadre de l'activité "Été théâtral de la jeunesse" organisée par l'association El Amel, sont interprétées par la 28e promotion sortie récemment, composée de trois groupes comprenant chacun 10 nouveaux diplômés, a-t-on indiqué,

Selon le président de l'association culturelle "El-Amel", le metteur en scène et comédien de théâtre, Mohamed Mihoubi, depuis 1992 son association a formé plus d'un millier de jeunes dans le domaine théâtral.

Le programme de cet événement, visant à relancer l'activité culturelle à Oran, comporte aussi l'organisation d'un concours théâtral intitulé "Stars du Show" pour les jeunes, avec la participation de 19 amateurs du 4e art afin de les intégrer dans les métiers du théâtre.

Sous le titre "Théâtre de conférences", des lectures dramatiques d'auteurs dramatiques et des conférences ont été programmées traitant de plusieurs thèmes, dont "Le théâtre scientifique", "Le théâtre d'El Halqa", "Le théâtre, l'art de la simulation" et "mise en scène et mouvement", suivies de débats avec le public.

JOURNÉES DU THÉÂTRE DU SUD

Appel à participation à la 10ème édition

Le Théâtre national algérien Mahiedine-Bachtarzi (Tna) a lancé un appel à l'adresse des metteurs en scène et pour prendre part à la 10ème édition des Journées du théâtre du Sud, abritées par cet établissement. Professionnels et amateurs du théâtre sont invi-

tés ainsi à soumettre leur projet de spectacle en vidéo, accompagné d'une fiche technique.

Les candidatures doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse tnaprogrammation@yahoo.com, selon le Tna qui ne précise pas la date limite de dépôt des

candidatures ni les dates de l'édition 2021 des Journées du théâtre du Sud.

En 2019, le Tna avait accueilli la neuvième édition de ces journées, considérées comme un "carrefour d'échanges entre amateurs et professionnels" du 4e art.

NOUREDDINE SAÂDI
ENTERRÉ HIER

Le doyen s'en va

Le doyen des entraîneurs algériens Noureddine Saâdi rendu l'âme, mardi, jour de l'Aïd el-Adha, à l'âge de 71 ans, à l'hôpital de Beni-Messous où il était hospitalisé suite à des complications liées à la Covid-19. Le défunt a été inhumé, hier à Bouzeguène, son village natal, dans la Wilaya de Tizi-Ouzou. Entraîneur atypique, le regretté a marqué le football national en étant parmi les artisans du premier sacre continental de l'Algérie, sous la conduite de l'inoubliable Abdelhamid Kermali, lors de la phase finale de la CAN-1990 organisée par notre pays. Avec la perte aussi de Mourad Abdelouahab en 2008, il ne reste qu'Ali Fergani de ce staff qui offert au football algérien sa première étoile continentale. Connue par son caractère jovial et son courage de lancer les jeunes talents, Saâdi a eu l'honneur de diriger les meilleurs et les plus titrés clubs du pays, à savoir la JS Kabylie, l'ES Sétif, le MC Alger et l'USM Alger avec laquelle il a remporté un championnat et une Coupe d'Algérie. Il était aussi Directeur technique et directeur des équipes nationales à la FAF, ainsi qu'enseignant à l'ISTS où il avait formé plusieurs techniciens. Il a été malheureusement marginalisé ces dernières années par les dirigeants du football national, mais il continuait à aider ceux qui le sollicitaient pour des conseils. Repose en paix M. Saâdi.

L. B.

PARADOU AC

Kadri très demandé au Portugal

Après Adem Zorgane qui s'est engagé avec le club belge de Charleroi, un autre international A' du Paradou AC a de fortes chances de franchir la Méditerranée cet été, en l'occurrence le jeune milieu de terrain Abdelkadir Kadri (21 ans). Après sa brillante prestation avec les A' contre le Liberia sur l'arène du nouveau stade d'Oran, Kadri a tapé dans l'œil de plusieurs clubs européens, dont le FC Porto. Les négociations sont en cours avec la direction du FC Porto qui veut s'attacher les services de la pépite du PAC sous forme de prêt avec option d'achat, et l'intégrer dans l'équipe réserve, mais les frères Zetchi réclament un transfert définitif, surtout que d'autres clubs portugais sont également intéressés par les services de Kadri, à savoir Braga, Santa Clara et Guimaraes. A suivre...

L. B.

JO DE TOKYO

Des Jeux pas comme les autres !

La capitale du Japon, Tokyo, sera sous les feux de la rampe à partir de ce vendredi où aura lieu la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques 2020, décalés pour cet été, en raison de la Covid-19. Des JO exceptionnels, hors normes, pas comme les autres. La Covid a tout faussé. Les épreuves se dérouleront devant des gradins affreusement vides en raison du huis clos et de l'état d'urgence sanitaire décrété par le gouvernement japonais, jusqu'au 22 août, pour faire face à la recrudescence des cas de Covid-19 et du variant Delta, plus transmissible. La fermeture des sites des épreuves au public a été décidée en accord avec le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach. Jeux sans spectateurs, jeux sans saveur. L'absence du public va sans doute influencer négativement sur les performances des athlètes dont la préparation a déjà été perturbée par la Covid. Les épreuves ont été lancées hier matin. C'est le softball qui a ouvert le bal avec une opposition entre le Japon et l'Australie, à Fukushima. Le sport algérien sera représenté à Tokyo par quarante-quatre (44) athlètes issus de quatorze (14) disciplines : l'athlétisme (8 athlètes), la boxe (8), la lutte (8), l'escrime (4), la natation (3), l'aviron (2), le cyclisme (2), le judo (2) et la voile (2), le canoë kayak (1 athlète), l'haltérophilie (1), le karaté (1), le tennis de table (1) et le Tirs portif (1). La délégation algérienne aura deux porte-drapeaux lors de la cérémonie d'ouverture, le boxeur Mohamed Flissi, et la nageuse Amel Mellih. Flissi figure parmi les potentiels médaillables, sans oublier l'inévitable Taoufik Makhoulfi, l'homme des grands rendez-vous, ayant décroché les deux seules médailles (en argent) algériennes en 2016 à Rio sur 800 et 1500 m.

L. B.

LIGUE 1 (33E JOURNÉE)

L'ESS à rude épreuve

En perte de vitesse, les Sétifiens sont attendus de pied ferme par les voisins m'lilis, avides d'effacer leur dernière déroute à domicile face à l'USM Alger.



La 33e journée du championnat de Ligue 1 de football se jouera ce vendredi (23 juillet) et elle sera dominée par le derby entre l'AS Ain M'lila et l'ES Sétif ayant repris les commandes à l'issue de la 32e journée, avec un petit point d'avance sur le CR Belouizdad. En perte de vitesse, les Sétifiens sont attendus de pied ferme par les voisins m'lilis, avides d'effacer leur dernière déroute à domicile face à l'USM Alger et de s'éloigner de la zone rouge, surtout qu'ils n'ont désormais que quatre points d'avance sur le premier reléguable, le WA Tlemcen. Stoppés par cette même équipe du WAT, les Belouizdadiens comptent repartir du bon pied sur leurs bases face au NC Magra, tout en espérant un énième faux pas du leader pour le détrôner. Les camarades de Sayoud doivent, néanmoins, se méfier de la coriace équipe du NC

Magra qui es a déjà éliminés en Coupe de la Ligue. Toujours troisième au classement, la JS Saoura, passée à côté d'un bel exploit à Sétif, compte profiter de l'avantage du terrain pour vaincre l'ASO Chlef, qui souffle le chaud et le froid cette saison. Le MC Oran est dans l'obligation de vaincre le CS Constantine pour conserver la quatrième place qu'il partage avec l'USMA qui part favorite devant l'US Biskra. Après une mauvaise série de résultats (une défaite et deux nuls), le MC Alger aura une belle opportunité pour renouer avec la victoire, en recevant au 5-Juillet la lanterne rouge, la JSM Skikda, qui a rendu les armes. Quant à la JS Kabylie (7e), elle doit encore sortir le grand jeu pour sortir indemne de son périlleux déplacement à Relizane où l'attend de ferme le RCR, en net regain de forme depuis sa prise en main par Bougherara. L'O Médéa (8e) compte profiter

de l'avantage du terrain face à la jeune formation du Paradou AC pour effacer l'affront subi à Alger contre le NAHD. Dans la lutte pour le maintien, quatre mal-classés vont s'affronter entre eux, USMBA-NAHD et CABBA-WAT. Des matchs à six points.

L. B.

LE PROGRAMME DES RENCONTRES : VENDREDI 23 JUILLET

B.B. Arréridj : CABBA-WAT 17h45
Béchar : JSS-ASO 18h
Relizane : RCR-JSK 18h
20 Août : CRB-NCM 18h
Médéa : OM-PAC 18h
Zabana : MCO-CSC 20h30
Bologhine : USMA-USB 20h30
5- Juillet : MCA-JSMS 20h30
Bel Abbès : USMBA-NAHD 20h30
Ain M'lila : ASAM-ESS 21h

MATCHS RETARD DU CHAMPIONNAT

Les Sétifiens interpellent la LFP

L'ES Sétif a appelé la Ligue de football professionnel (LFP), à fixer les dates des matchs de mise à jour du championnat de Ligue 1, dans l'objectif «d'éviter toutes éventuelles combines» à l'approche de la fin de saison. «La direction de l'ESS demande à la LFP d'arrêter les dates des rencontres de mise à jour, pour éviter toutes éventuelles combines des résultats, et garantir le respect de l'éthique sporti-

ve et une compétition loyale», a indiqué l'Entente dans un communiqué, publié sur sa page officielle Facebook. Auteur d'un match nul inespéré samedi soir à domicile face à la JS Saoura (2-2), l'ESS a repris provisoirement son fauteuil de leader, à l'occasion de la 32e journée du championnat de Ligue 1. Toutefois, l'ESS reste sérieusement menacée derrière par son dauphin, le CR Belouizdad, qui accuse

un point de retard sur les Sétifiens, mais compte un match en retard à disputer à domicile face à la JS Kabylie. La formation kabyle (7e, 49 pts), vainqueur dimanche en déplacement face au CS Constantine (2-1), s'est relancée complètement dans la course au titre, d'autant qu'elle compte quatre matchs en retard, et pourrait, en cas d'un sans-faute, rejoindre l'ESS en tête du classement.

COUPES AFRICAINES

Le tirage au sort au plus tard le 15 août

Le Comité exécutif (CE) de la Confédération africaine de football (CAF) a annoncé lundi que le tirage au sort des tours préliminaires des compétitions interclubs de la saison 2021-2022 sera effectué «au plus tard» le 15 août, alors que le coup d'envoi sera donné le 10 septembre. Les candidatures pour accueillir les finales interclubs seront ouvertes en novembre 2021, précise la CAF dans un communiqué publié sur son site internet officiel. Le CE a par ailleurs chargé la commission des compétitions interclubs d'«accélérer» l'étude de faisabilité du projet d'une SuperLigue africaine. Sur un autre plan, les membres du comité ont

appelé à la mise en œuvre des recommandations de l'audit final lancé en mars dernier par la CAF. Réaffirmant son engagement en faveur de la bonne gouvernance, le Comité exécutif a donné mandat au secrétaire général pour mettre en œuvre rapidement les recommandations de l'audit et explorer les conséquences juridiques des conclusions de ce rapport. La mise en œuvre de ces recommandations rendra la CAF «plus attractive» pour ses partenaires et sponsors actuels et potentiels, a affirmé le président de la CAF, Patrice Motsepe. Par ailleurs, la CAF a apporté son soutien au projet d'une Coupe du monde masculine et féminine

tous les deux ans, quia été formulé lors du dernier congrès de la FIFA. Le Comité exécutif a également pris connaissance des rapports des missions d'inspection organisées par la CAF pour la Coupe d'Afrique des nations 2021 au Cameroun et a été informé de la «bonne progression» des travaux concernant l'achèvement des stades en construction et d'autres infrastructures. Une dernière visite d'inspection à la mi-août permettra d'évaluer l'état d'avancement du stade d'Olembe et la possibilité d'organiser le prochain match à domicile pour l'équipe nationale du Cameroun dans la fenêtre de septembre 2021.

BAYERN MUNICH

Coman gourmand



Kingsley Coman tergiverse. Arrivé au Bayern Munich à l'été 2017, l'ancien du Paris Saint-Germain se demande aujourd'hui s'il veut poursuivre ou non l'aventure bavaroise. Alors qu'il lui reste deux années de contrat, le Français négocie avec son club pour une prolongation, mais ses exigences sont élevées et ne correspondent pas à ce que le Bayern lui propose. Actuellement, Coman touche un salaire de 12 M€ brut par an. Il souhaite désormais touché cette somme, mais en net. Son représentant, Pini Zahavi, a d'ores et déjà prévenu le Bayern que s'il n'accédait pas à la requête de son client, alors celui-ci attendra d'être libre pour partir et ne rapportera rien au club allemand. Il y a quelques semaines, Munich avait fixé le prix de vente de son joueur à 100 M€. Quant à Kingsley Coman, ce n'est pas la première fois qu'il hésite à partir. L'an passé déjà, le Français avait clairement émis le souhait de changer de crèmerie avant de décider de rester un peu plus longtemps.

NICE

Justin Kluivert, c'est fait



C'est désormais officiel : Justin Kluivert débarque en Ligue 1. Le jeune attaquant néerlandais (22 ans) a été prêté par l'AS Roma un an avec option d'achat à l'OGC Nice. Grand espoir du football européen, le fils de l'illustre Patrick Kluivert n'est pas parvenu à lancer définitivement sa carrière à l'échelle européenne, avec plusieurs saisons décevantes eu égard à son potentiel. Percutant, rapide, doté d'une bonne qualité de dribble, Justin Kluivert restait sur une expérience en prêt la saison passée, au RB Leipzig – club pour lequel il a inscrit 4 buts en 27 apparitions. « L'OGC Nice est heureux d'annoncer la signature de Justin Kluivert, qui arrive sous la forme d'un prêt (avec option d'achat) de l'AS Roma, a indiqué le Gym sur ses supports officiels ce mardi soir. A Nice, le souvenir de la double confrontation face à l'Ajax renvoie facilement à lui. Lui qui avait causé 1000 maux à l'arrière-garde azuréenne, grâce à sa vitesse, sa force de percussion et ses dribbles déroutants, au cours d'un duel qui tourna finalement à l'avantage des Aiglons. A 22 ans, Justin Kluivert s'apprête désormais à revêtir la tunique rouge et noir pour découvrir la L1. Le milieu offensif de couloir évoluera sous les ordres de Christophe Galtier, avec l'objectif de mettre son talent et son dynamisme au service du collectif. »

EVERTON

Townsend a signé

Libre après 5 saisons passées à Crystal Palace, l'ailier Andros Townsend (30 ans, 34 matchs en Premier League et 1 but pour la saison 2020-2021) s'offre un joli rebond. Everton a officialisé mardi la signature de l'ex-international anglais jusqu'en juin 2023. La présence sur le banc des Toffees de Rafael Benítez, qui a brièvement été son entraîneur à Newcastle début 2016, n'est certainement pas étrangère à cette arrivée.

ATLETICO MADRID

Griezmann indésirable

Diego Simeone a enterré à sa manière le possible retour d'Antoine Griezmann chez les Colchoneros.

Antoine Griezmann fait beaucoup parler de l'autre côté des Pyrénées. Pas en raison de son grand retour à l'entraînement, mardi, mais à cause du flou qui entoure son avenir. Le Barça s'active en effet pour le faire partir mais le dossier est particulièrement compliqué. Si les Blaugrana espèrent trouver un arrangement avec Manchester City sur la base d'un échange, la piste du retour d'Antoine sous la forme, là aussi, d'un échange semble être à oublier. C'est d'ailleurs ce qu'a clairement laissé entendre Diego Simeone dans une interview accordée à Marca.

« Je veux le meilleur pour lui et j'espère qu'il va réussir à Barcelone », a-t-il confié avant de dire tout le bien qu'il pensait de son ancien joueur : « C'est un club extraordinaire et Antoine est un joueur complet. A l'Euro, il a encore montré qu'il peut apporter beaucoup, peu importe son positionnement. Mais aujourd'hui, il n'est pas avec nous. Je ne souhaite que du bien à un joueur qui m'a tout donné. »

LA NOUVELLE IDÉE GRANDIOSE DU BARÇA

Toujours aussi déterminé à se séparer d'Antoine Griezmann, le Barça continue de prospecter à tout va, avec toujours la volonté de boucler un échange XXL avec un cadreur européen. Les dirigeants du Barça n'ont pas renoncé. Ils n'ont guère le choix tant le départ de Griezmann, deux ans seulement après son arrivée, revêt un caractère impérieux. Contraint de drastiquement réduire sa masse salariale afin de permettre l'homologation des contrats des nouvelles recrues (Depay, Agüero, Garcia, Emerson) mais également de Lionel Messi, d'accord pour prolonger son bail chez les Blaugrana, le club catalan a fait du départ du champion du monde tricolore l'une des priorités de son été. Samuel Umtiti, Philippe Coutinho ou Miralem Pjanic sont tout autant poussés dehors, mais les prétendants se font rares pour ces trois autres



indésirables. Antoine Griezmann, malgré deux saisons compliquées en Catalogne, a toujours la cote. Ses émoluments XXL posent néanmoins problème. Ils sont d'ailleurs l'une des raisons des difficultés du Barça à trouver un accord avec l'Atletico Madrid concernant l'échange envisagé contre Saul Niguez, les Colchoneros refusant par ailleurs d'ajouter les 15 à 20 millions d'euros réclamés en sus par les pensionnaires du Camp Nou.

PLUSIEURS JOUEURS DE CITY CIBLÉS

Le Barça a bien tâté le terrain auprès de la Juventus, mais à en croire la presse espagnole, la seule porte de sortie des dirigeants catalans semble désormais se trouver en Angleterre.

D'après Catalunya Radio, les Blaugrana seraient d'ailleurs passés à l'action en

contactant Manchester City. L'idée, là encore, est de parvenir à faire un échange. Plusieurs joueurs seraient ciblés parmi lesquels Raheem Sterling, Bernardo Silva, Aymeric Laporte ou Riyad Mahrez. Mais si les Citizens ne sont pas fermés à l'idée de leur départ, les champions d'Angleterre privilégieraient des ventes et ce afin de dégager les fonds nécessaires à l'arrivée d'Harry Kane, érigés en priorité par les Mancuniens. Pour autant, le Barça ne désespère pas et compte sur les bonnes relations qu'il entretient avec les dirigeants de City pour avancer dans les discussions. La puissance financière du géant mancunien peut surtout lui permettre d'absorber le salaire conséquent d'Antoine Griezmann. Pour autant, les joueurs visés jouissent également de jolis émoluments chez les Citizens et la masse salariale du Barça diminuera de façon toute relative...

REAL MADRID

Benzema, la folle rumeur

Trois semaines après l'élimination prématurée des Bleus à l'Euro, Karim Benzema l'international était attendu hier à Valdebebas où il retrouvera quelques uns de ses coéquipiers, mais également Carlo Ancelotti, de retour sur le banc madrilène cinq ans après son départ. Une grande annonce pourrait par ailleurs accompagner cette reprise. Récemment, ABC assurait en effet que le Real Madrid comptait attendre le retour de Karim Benzema pour officialiser sa prolongation. Alors qu'il a entamé sa dernière année de contrat avec le club merengue, l'ancien Lyonnais doit de nouveau étendre son bail de deux années supplémentaires et ainsi être lié aux vice-champions d'Espagne jusqu'en juin 2024. Une prolongation qui en dit d'ailleurs long sur l'estime de Florentino Perez pour le Français puisque le président madrilène refuse habituellement de prolonger ses joueurs trentenaires de plus d'une saison.

UNE OFFRE TRÈS ALLÉCHANTE DE CITY

Une voix dissonante se fait néanmoins entendre de l'autre cotée des Pyrénées. A en croire Diario Gol, la prolongation de Karim Benzema n'est pas encore acquise. La faute à l'intérêt de Manchester City. En quête d'un attaquant afin de pallier le départ de Sergio Agüero, les Citizens auraient en effet coché le nom du numéro 9

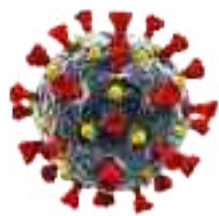
madrilène. Les champions d'Angleterre auraient noué les premiers contacts avec le Français et lui auraient transmis une offre des plus alléchantes, avec un salaire supérieur à celui qu'il perçoit au Real. De quoi faire réfléchir l'attaquant madrilène et ce d'autant plus que le mercato des vice-champions d'Espagne, avec le seul David Alaba en renfort, suscite quelques interrogations. Convaincre Florentino Perez de laisser partir celui qui est le meilleur joueur madrilène depuis le départ de Cristiano Ronaldo ne sera pas chose aisée. Et ce malgré sa situation contractuelle, KB9, s'il ne prolonge pas, ayant la possibilité de partir libre l'été prochain. KB9 n'est toutefois pas la cible prioritaire des Citizens, La priorité du club mancunien semblait mener à Harry Kane mais les dirigeants des Spurs ne sont pas disposés à laisser partir leur attaquant vedette. Les champions d'Angleterre imaginent qu'il sera plus simple de s'entendre avec le Real qui pourrait en effet se retrouver dos au mur si KB9 refuse de prolonger son contrat.

ANCELOTTI RETIENT VINICIUS

Vinicius (21 ans, 49 matchs et 6 buts toutes compétitions pour la saison 2020-2021) ne quittera pas le Real Madrid cet été. Après trois saisons au sein de l'équipe première, l'ailier brésilien n'a toujours pas montré qu'il pouvait être le futur crack



annoncé. Aussi virevoltant que maladroit, l'ancien joueur de Flamengo n'est pas retenu par ses dirigeants, qui attendent 70 millions d'euros, notamment pour financer le transfert désiré de Kylian Mbappé. Selon AS, le nouveau coach du Real, Carlo Ancelotti, a décidé de bloquer son départ. L'expert technique du Milan AC pense qu'il peut tirer le meilleur du Sud-Américain pour lui permettre de franchir un cap dans les mois et années à venir. Une belle marque de confiance pour l'Auriverde, qui devra saisir l'occasion pour montrer à sa direction qu'elle peut compter sur lui.



PANDÉMIE DE COVID-19

1 221 nouveaux cas, 735 guérisons et 15 décès en 24 heures

PÉTROLE

L'Algérie appelée à consolider ses capacités de production

Des experts en énergie ont mis en avant l'impératif pour l'Algérie d'accélérer ses efforts visant à consolider ses capacités de production de pétrole, dans le sillage des démarches des pays producteurs Opep et non-Opep d'augmenter leurs parts de marché.

Commentant les conclusions de la 19e Réunion ministérielle de l'alliance Opep+, des experts ont souligné, dans des déclarations à l'APS, que les discussions autour de la révision de la production de référence ont montré clairement l'importance d'une hausse des investissements pétroliers en Algérie pour pouvoir augmenter les capacités de production nationale. La réunion Opep+ a approuvé, après environ deux semaines de concertations, la modification, pour nombre de pays, de la production de référence qui représente la base de calcul dans la détermination des quotas de réduction pour chaque pays membre de l'alliance. Cependant, alors que la production de référence a été revue à la hausse pour les Emirats, le Koweït, l'Irak, l'Arabie saoudite et la Russie, « car ne représentant pas leurs capacités réelles », celle de l'Algérie est restée stable à 1,057 MBJ. Estimant que les pays de l'Opep+ sont parvenus à « un minimum de consensus » en permettant à certains pays d'augmenter leurs quotas de production, l'expert Mustapha Mekideche qualifie l'accord, en dépit de son importance, de « fragile » dans le contexte des démarches de plusieurs pays en vue d'augmenter la cadence de leur production. Face à ce constat, il préconise le retour de l'Algérie à une politique pétrolière « plus efficiente » à travers l'augmentation de ses capacités de production et la consolidation de l'investissement étranger dans le domaine des hydrocarbures, parallèlement au développement des énergies renouvelables. Aller vers le développement des énergies renou-



velables n'est pas en contradiction avec la consolidation des capacités de production des hydrocarbures, qui restent une source capitale dans la réalisation de la sécurité énergétique et un facteur déterminant pour les politiques économiques des pays, a expliqué M. Mekideche. Pour cet expert, les dispositions prises par plusieurs institutions, organisations et Etats contre l'investissement dans le domaine des hydrocarbures sous couvert de la protection de l'environnement et la diminution des émissions des gaz à effet de serre, « pénalisent » les économies de l'Afrique, nullement responsable du réchauffement climatique. « La limitation de l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Afrique entrainera inéluctablement un déséquilibre et un déficit conséquents dans la couverture de la demande mondiale », a-t-il ajouté. De son côté, l'expert économique Slimane Nacer a considéré que les consultations engagées au sein de l'alliance Opep+ avaient été dominées par la défense des intérêts individuels. Les pays de l'Opep+ envisagent d'augmenter progressivement leur production de 400.000 MBJ/mois jusqu'à absorption du volume de réduction volontaire de 5,8 MBJ d'ici septembre 2022, « d'où la volonté de certains pays de saisir l'opportunité pour augmenter leur part de

marché », a-t-il dit.

Selon les conventions de la réunion, l'Algérie augmentera à compter d'août prochain sa production de 10 000 barils/jour jusqu'à atteindre 1,057 million de tonnes (production de référence). L'Algérie devrait renforcer ses capacités de production à travers une redynamisation de l'investissement étranger et la mise en application intégrale de la loi sur les hydrocarbures pour capter les investisseurs étrangers vers l'exploration et l'exploitation, estime l'expert. Il a indiqué, dans ce sens, que la stagnation du secteur, en raison de la propagation de la pandémie Covid-19 et le retard dans la parution des textes d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures avaient empêché l'Algérie d'atteindre ses objectifs en matière de renforcement des capacités de production. Rappelant que les pays de l'Opep+ contrôlaient la moitié de la production mondiale (plus de 45 MBJ), M. Nacer juge utile pour l'alliance d'augmenter son quota pour participer davantage à l'équilibre du marché pétrolier mondial. Néanmoins, il a attiré l'attention sur le risque que les producteurs du gaz de schiste aux Etats-Unis d'Amérique profitent des efforts de l'Opep+ en vue d'une reprise des prix pour accélérer leurs productions.

APS

ASSURANCES

La SAA met en garde contre les fausses annonces de recrutement

La Société nationale d'assurance (SAA) a mis en garde, lundi dans un communiqué, contre les fausses annonces de recrutement publiées sur Internet. « La SAA tient à apporter un démenti formel aux informations parues le 18 juillet 2021 sur la plateforme job-educ.com et sur les réseaux sociaux, faisant état d'une campagne massive de recrutement de 1 912 agents, toutes spécialités confondues, que mènerait actuellement la société sur l'ensemble du territoire national », est-il indiqué dans le communiqué. La société « met en garde quant à l'utilisation du lien affiché dans cette annonce pour un prétendu dépôt de CV, et certifie être totalement étrangère à cette publication », ajoute la même source. Selon le communiqué, la SAA « se réserve le droit de prendre toutes les mesures appropriées contre les entités ou personnes qui seraient à l'origine de l'annonce, pour utilisation frauduleuse du logo de la société et diffusion d'informations mensongères de nature à nuire à sa réputation, à son fonctionnement et à ses intérêts ».

CAN-2021

Le tirage au sort prévu le 15 août



Le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations « Cameroun 2021 » aura lieu le dimanche 15 août au Palais des Congrès de Yaoundé, d'après le secrétaire général de la Confédération africaine de football, Veron Mosengo-Omba. Initialement programmée au 25 juin 2021, la cérémonie avait été reportée à une date ultérieure par la CAF en raison des problèmes logistiques liés à la pandémie du Covid-19. Un report qui a renforcé les suspicions autour du retrait de la CAN au pays des

Lions indomptables. La CAN-2021, deuxième édition à 24 équipes, se jouera du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun. Les villes retenues pour la compétition sont Yaoundé, Douala, Bafoussam, Garoua et Limbe. Pour rappel, la sélection algérienne (tenante de titre) s'est qualifiée haut la main pour la CAN-2021, en dominant le groupe H avec 14 points en six matchs devant le Zimbabwe (8 pts), la Zambie (7 pts) et le Botswana bon dernier (4 pts).

Au fil du jour

Une et indivisible

Par Rachid Ezziane

Il n'y a pas comme le prix du sang qui consolide l'indivisibilité. Et nous les Algériens, nous avons payé ce prix. C'est avec des rivières de sacrifice que nous avons acquis la liberté et tracé les frontières de notre pays. Et ce n'est pas aujourd'hui qu'il en sera autrement.

On a beau essayer de nous faire diviser, rouler dans de la farine moisie et douteuse ; on a beau nous mentir sur nos origines et identité, sur notre passé – lointain et des années de guerre –, sur notre présent et futur ; on a beau nous faire miroiter du beau « cachir » au bout d'hameçon doré ; on a beau nous chanter des chansons à faire dormir un géant sur ses piédestaux, boulochés de mille et une contrevérités ; on a beau nous appeler Arabes, Kabyles, Chaouias, Mozabite ou Targuis, nous vivons notre algérianité, une et indivisible, en toute quiétude. Comme une force tranquille, sans se soucier de ce qui se dit et se trame dans des labos pourris de haine et de desseins occultes, les Algériens, même s'ils s'interpellent de temps à autre par leur appartenance régionale, ils restent liés, les uns les autres, par la fibre patriotique que n'ont pas beaucoup de pays dans le monde. Là où les aléas et la nécessité de la vie m'ont permis à faire des déplacements, d'Est en Ouest ou du Nord au Sud, jamais je n'ai été confronté à des semonces ou autres mots déplacés à cause de la région d'où je viens. Dans toutes les villes d'Algérie, dites seulement que vous n'êtes pas de la ville ou de la région et vous aurez toutes les aides inimaginables. On vous ouvrira jusqu'aux portes des maisons sans jamais rien demander en retour. Certes, qu'il y a eu des « vertes et des pas mûres » et même une décennie noire – qui avait causé plusieurs drames, mais ça n'a jamais duré une éternité. L'Algérien revient toujours aux meilleurs sentiments d'amitié et de bon voisinage. A l'étranger, de l'Europe à l'Amérique, les Algériens forment un seul peuple plus qu'uni.

Le grand reporter Yann Arthus-Bertrand qui avait dit après avoir visité l'Algérie : « Là où je suis passé, on m'a tendu la main pour me demander quelque chose, seul en Algérie où l'on m'a tendu la main pour m'offrir quelque chose » est une autre preuve de la fraternité des Algériens. Aujourd'hui plus que jamais, les Algériens ont besoin de cette fraternité, aussi de cette union, une et indivisible, car ces jours-ci, les va-t-en-guerre lorgnent du côté de nos frontières. Ceux du côté Ouest, suivez mon regard, n'arrêtent pas leurs provocations vieilles de plus de quarante ans et même de plus de deux siècles. Ils sont comme le coupable qui se met dans la peau de la victime. Au moindre couac, ils ameurent la smala des cousins et de ceux qui ils ont engraisé la patte. Mais ils ont beau faire, depuis la guerre des sables à nos jours, le peuple algérien restera uni quoi qu'il advienne. Il l'a prouvé depuis l'antiquité. Et ce ne sont pas quelques saillies d'esprit, dont ils ont l'habitude, qui feront douter les Algériens ou atermoyer à leur unique fibre de patriotisme qu'est l'Algérie... Une et indivisible.